



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2020-06-01 / 2020-06-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Lundi 1^{er} juin.

Coronavirus en RDC : 3 195 cas confirmés, 454 personnes guéries. Au total, il y a eu 72 décès ; 986 cas suspects en cours d'investigation ; 146 nouveaux cas confirmés, dont 135 à Kinshasa, 10 dans le Haut-Katanga et 1 au Kwango ; 6 nouvelles personnes sorties guéries ; Aucun nouveau décès parmi les cas confirmés ; 2169 patients en bonne évolution.

Coronavirus à Kwilu : 200 contacts sont suivis par le comité provincial de riposte. Pour le coordonnateur du comité provincial de riposte à la Covid-19, Dr Jean Pierre Basake, ces contacts sont retracés avec l'appui de l'Unicef dans la région. Dr Basake a également affirmé que deux échantillons sont renvoyés à Kinshasa pour examen.

Ituri : la province sous menace de la Covid-19 à la suite de la montée des cas dans le Nord-Kivu. Dans une déclaration, le député Omer Kahindo élu de Mambasa note que tous les dispositifs placés aux frontières, jadis pour lutter contre Ebola ont été retirés. Cela, après la suspension de l'appui qu'apportaient des partenaires dans ce secteur, affirme-t-il. Du coup, les mouvements des personnes entre les deux provinces ne sont plus filtrés. Ce qui expose la province de l'Ituri à une menace sérieuse face à la Covid-19. De son côté, le Ministre provincial de la santé affirme que seul le passage des marchandises est autorisé entre les deux entités. Patric Karamura indique que tous les services opérant aux frontières ont été instruits pour faire respecter cette mesure, bien qu'il reconnaisse qu'il existe plusieurs autres pistes non contrôlées. La province de l'Ituri enregistre officiellement, deux cas positifs de Covid-19 dont l'un est déclaré guéri.

Confinement d'Ibanda : le comité provincial de riposte s'attèle à l'identification des contacts des cas confirmés. Le ministre de la santé qui s'est félicité de la première journée ce lundi du confinement de la commune urbaine d'Ibanda, en ville de Bukavu, a indiqué que plus de 90% de la population est à la maison, ce qui est une bonne nouvelle. Pour lui, l'opération de désinfection de la commune d'Ibanda se fera ce lundi et mardi 2 juin. La province du Sud-Kivu enregistre à ce jour 28 cas confirmés positifs dont 24 cas en l'espace de deux jours. Trois personnes ont été guéries et trois autres décédées de suite de cette maladie.

Nord-Kivu : les robinets sont secs à Kasindi-Lubiriha, commune rurale située à plus ou moins 80 Km de Beni et à la frontière avec l'Ouganda. Ce sont au total, cinq stations de captage d'eaux, construites par des associations locales et situées à plus ou moins 36 km de Kasindi-Lubiriha qui sont à l'arrêt. Leur système de tuyauterie avait été endommagé après la grande pluie qui s'était abattue dans la région il y a une dizaine des jours. A partir de quelques forages d'eaux qui sont

dans la cité, un bidon d'eau de 20 litres se vend entre 1000 et 1500 FC, alors que c'était vendu à 100 FC avant cette situation.

Sud-Kivu : des affrontements signalés entre Fardc et FNL à Rubuga. Un affrontement entre les Fardc et une coalition des miliciens Mai-Mai et des rebelles burundais du FNL a été signalé dimanche 31 mai à Rubuga, localité située à près de 117 km de la ville d'Uvira (Sud-Kivu). Bilan : un milicien tué et de trois autres capturés. Ces miliciens et les rebelles burundais du FNL avaient tendu une embuscade aux Fardc au village de Kahungwe, à 84 km d'Uvira. Deux soldats de l'armée ont trouvé la mort dans cette embuscade.

Tanganyika : l'activisme de la milice Twa, source d'insécurité sur l'axe routier Nyunzu-Kongolo. L'axe routier Kongolo-Nyunzu (à plus de 250 km à l'Ouest de Kalemie) est en proie à l'insécurité persistante de la milice Twa sur la localité de Lengwe, en territoire de Nyunzu, dans la province de Tanganyika. L'activisme de la milice Twa s'intensifie sur cet axe routier depuis sa dernière incursion survenue lundi 25 mai sur la localité de Lengwe. Quatre personnes surprises dans leurs champs sont mortes égorgées et un bébé d'une année et 4 mois blessé à coup de flèche, rapportent toujours les témoins.

Ituri : les villages de Katwa, dans le Sud d'Irumu, occupés par les ADF. Selon les autorités coutumières et les acteurs de la société civile locale, les rebelles ADF qui fuient le Nord-Kivu ont intensifié les attaques ; au moins cinq cas enregistrés depuis le début du mois de mai dans cette partie de l'Ituri. Pour le moment, ils sont installés vers Katwa à une dizaine de kilomètres dans la forêt où ils opèrent paisiblement et se livrent au pillage des biens de la population. Six personnes dont deux femmes qui se rendaient aux champs samedi 30 mai, ont été prises en otage par ces hommes armés. Ces rebelles ont également incendié plusieurs maisons dimanche 31 mai 20 au village voisin de Kechele, provoquant le déplacement de populations. D'autres villages dans la forêt notamment Masekude, Incilemba, Patineko, Isiro et Matuna sont vidés de leurs habitants par peur des attaques de ces rebelles. Environ 50 personnes ont été tuées la semaine dernière par ces rebelles au village de Samboko et sa périphérie, selon les autorités coutumières.

Ebola : des nouveaux cas signalés dans la province de l'Equateur. Le ministre de la santé, Eteni Longondo s'appuie sur les résultats des échantillons de l'Institut national de recherche biomédicale l'INRB qui se sont révélés positifs. En 2018, la province de l'Equateur a connu la 9e épidémie d'Ebola plus précisément à Bikoro. Sa fin était déclarée en juillet de la même année. 33 personnes ont trouvé la mort et 21 personnes ont survécu. L'épidémie est en cours depuis août 2018 dans les provinces du Nord Kivu et de l'Ituri où elle a déjà fait près de 2300 décès.

Nord Kivu : Naissance d'un gorille au Parc National des Virunga. D'après la note d'informations du Parc National des Virunga, il s'agit de la femelle Kakule qui a donné naissance d'un bébé de sexe masculin. La femelle Kakule est née en juin 2007 au sein de la famille Munyaga, et y est restée jusqu'à l'âge de huit ans. En 2015, elle a été récupérée par le dos argenté Humba qui avait perdu la majorité de ses femelles à la suite des scissions dans sa famille. Deux ans après, elle donna naissance à son premier bébé (femelle). L'année suivante, une autre naissance, cette fois d'un mâle. Cette nouvelle naissance de Kakule permet à la famille Humba de passer de 13 à 14 individus et porte ainsi le nombre des gorilles habitués identifiés de 150 à 151 individus, les gorilles habitués non identifiés et ceux de Senkwekwe n'étant pas pris en compte.

Maniema : 2 morts dans une fusillade à Salamabila. Selon des sources sécuritaires, cette fusillade est attribuée à des hommes armés non autrement identifiés, qui sèment l'insécurité depuis la mi-mai dans le territoire de Kabambare. Face à ce regain d'insécurité, les députés provinciaux de ce territoire ont rencontré le gouverneur de province ce lundi matin et lui ont demandé son implication pour le rétablissement de la paix dans cette partie de la province. Des sources sécuritaires soupçonnent une présence clandestine des éléments Mai-Mai Malaika dans la cité de Salamabila depuis quelques mois.

Haut-Uele : les éleveurs Mbororos multiplient des exactions à Niangara (Témoignage). « Je parle en qualité de la fille du chef coutumier de la collectivité Manziga. Les plantations et les champs des populations sont dévastés par les vaches des Mbororos. Si la population proteste, les Mbororos utilisent les armes, les flèches et ils commencent à les tuer. Moi-même, en tant que chef de cette contrée, ils m'ont dit de me retirer dans la brousse pour qu'ils passent. Ils m'ont menacée en brousse, ils ont poignardé même un de nos enfants », raconte Mado Nekupe, fille du chef de la chefferie Mazinga et elle demande au Chef de l'Etat de se préoccuper aussi de la situation de la population locale, qui ne vit que de l'agriculture.

Mongala : journalistes et activistes des droits de l'homme à couteaux tirés avec le Gouverneur. Plusieurs voix s'élèvent pour dénoncer le musellement de la presse par le gouverneur de la province de l'Equateur avec la fermeture de 4 chaînes de radio dans la ville de Bumba. Mais, aussi l'emprisonnement, sur ordre du gouverneur de province, d'un journaliste et de 3 militants du mouvement citoyen "Mpo Na Ekolo" (Pour la Nation). JED a particulièrement sollicité

l'implication du Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, afin d'instruire ces deux autorités à rouvrir les radios et à libérer les 4 détenus.

Nord-Kivu : 4 personnes tuées et d'autres kidnappées dans deux attaques des ADF à Beni. Quatre personnes ont été tuées, une autre blessée et d'autres encore enlevées au cours de deux attaques ADF survenues dimanche 31 mai dans les villages Mighende et Manzalao Tsotsora, à près de 25 km de Mutwanga, secteur de Rwenzori, en territoire de Beni.

Haut Lomami : l'Assemblée provinciale demande au gouvernement central d'organiser "rapidement" l'élection du gouverneur. Dans un entretien, le président de l'assemblée provinciale de Haut-Lomami, Trésor Katandula estime que plus de six mois après la déchéance de Marcel Lenge Masangu comme gouverneur du Haut-Lomami, son remplaçant se fait toujours attendre, sans raison valable.

Sud-Kivu : affrontements entre deux groupes armés locaux à Chakira. Des affrontements ont opposé, dimanche 31 mai dans le territoire de Fizi au Sud-Kivu, les miliciens Ngumino au groupe d'autodéfense Maï-Maï Biloze Bishambuke au village de Chakira. Les Ngumino ont attaqué et incendié une partie de ce village avant d'être repoussés par les Maï-Maï vers Kangwe/Kahuna. Ces combats font suite à d'autres affrontements, qui ont été signalés deux jours auparavant entre ces deux groupes armés locaux dans les environs de Minembwe, secteur de Lulenge, dans les hauts plateaux de Fizi et de Mwenga.

Le gouvernement central dote le Kasai-Oriental d'intrants agricoles. Selon la Fédération des entreprises du Congo (FEC), cette dotation est constituée de 29 tracteurs, 8 land cruiser et de 6 camions. Il s'agit du deuxième lot, après celui déjà arrivée dans la localité de Nkuadi, retenue comme un des sites agricoles. D'autres engins sont encore attendus. Le gouverneur de province, qui a réceptionné ce don, a indiqué que ces engins serviront au labour d'un espace de plus ou moins 2.500 hectares à la saison culturale A. Cette nouvelle dotation permet enfin à la province de lutter contre l'insécurité alimentaire, qui la secoue à chaque saison culturale et la hausse de produits agricoles tel que le maïs, l'aliment de base dans la région.

« Parler du rapport de l'autopsie pratiquée sur le corps du juge Yanyi aux médias violerait le secret de l'instruction » Selon des sources du parquet général près la Cour d'appel de la Gombe, ce rapport est top secret. « En parler aux médias violerait le secret de l'instruction ». La famille de feu Raphaël Yanyi, mort le 27 mai dernier, veut que la justice lui rende les vrais résultats de l'autopsie. Elle indique que c'est elle qui l'a sollicitée pour connaître les causes du décès du juge Yanyi.

Mardi 2 juin.

Coronavirus en RDC : 131 nouveaux cas confirmés, 28 nouvelles personnes guéries. De ce fait, le cumul des cas depuis le début de la pandémie déclarée le 10 mars est de 3.326; 72 décès et 482 personnes guéries ; 8 provinces touchées.

Déconfinement : Félix Tshisekedi prévoit une réunion Task Force- Secrétariat technique et les ministres concernés. Le Dr Roger Kamba a expliqué qu'à ce stade, plusieurs défis majeurs restaient à relever, notamment : le contrôle de l'épidémie, la prise en charge, la surveillance de la pandémie au niveau national et les conséquences socio-économiques.

Le gouvernement annonce une enveloppe de plus de 10 millions USD pour lutter contre la Covid-19. Cette enveloppe est destinée à la subvention des hôpitaux où sont soignés les malades atteints de Coronavirus. Il a par ailleurs affirmé que les hôpitaux du Kongo-Central qui avaient libéré les malades indigents sur sa demande recevront les fonds du gouvernement pour cette opération avant mercredi.

Nord-Kivu : le barreau de Goma distribue des cache-nez aux enfants de la rue. Pour le Bâtonnier de l'Ordre des avocats de Goma, Abel Ntumba, la ville de Goma connaissant de plus en plus de nouveaux cas de contamination à la Covid-19, il est urgent de penser à impliquer cette autre couche vulnérable de la population dans la riposte.

Non-respect des mesures barrières à Bunia et à Mahagi. Des cultes et messes s'organisent par toutes les confessions religieuses confondues ; certains bistros et lieux publics sont fréquentés par plus de 20 personnes, sans respect des mesures barrières contre la Covid-19. Comme cela ne suffisait pas, l'Evêque du Diocèse catholique de Mahagi et Nyoka, Mgr Sosthène Ayikuli a réitéré lundi 1er juin sa décision d'organiser des célébrations eucharistiques dans toute sa juridiction ecclésiastique, vu que selon lui, la menace de cette pandémie est minime.

Le Kwango enregistre son premier cas de COVID-19. Selon le vice-gouverneur, la fillette avait présenté des symptômes de la COVID-19. Les échantillons avaient été prélevés sur elles et envoyés pour examen l'Institut national de la recherche biomédicale (INRB) à Kinshasa. Ce dernier « venait de confirmer le cas. Donc, nous sommes en tout cas sur la liste de toutes les provinces atteintes », a conclu vice-gouverneur du Kwango.

COVID-19 : le ministre de la Santé insiste sur le respect des mesures préventives à la rentrée scolaire. Le ministre Eteni a insisté sur le respect strict des mesures d'hygiène et de distanciation sociale pour éviter la propagation du Coronavirus à l'école et en famille. Il a également annoncé la possibilité de rouvrir les écoles dans les provinces touchées par le Coronavirus.

Haut-Katanga : la ville de Lubumbashi dotée du matériel de laboratoire pour le dépistage de la COVID-19. Le Premier ministre, sylvestre Ilunga Ilunkamba, a remis lundi 1er juin du matériel de

cette structure technique au gouverneur de province. Ce laboratoire va donc permettre le dépistage des malades tant de la province du Haut-Katanga que ceux des provinces voisines. La province du Haut-Katanga compte 33 cas confirmés. **Coronavirus au Sud-Kivu : plus de 50 contacts enregistrés à Bukavu.** Les équipes de surveillance de la riposte au Coronavirus au Sud-Kivu ont rapporté mardi 2 juin que plus de 50 contacts des personnes atteintes de la COVID-19 ont été enregistrés à Bukavu et des marchés urbains désinfectés, en ce deuxième jour du confinement total de la commune urbaine d'Ibanda. Les résultats d'analyse des échantillons publiés par l'Institut national de la recherche biomédicale (INRB) lundi 1er juin indiquent que le Sud-Kivu enregistre treize nouveaux cas positifs à la COVID-19. Le Sud-Kivu compte 41 cas confirmés, dont trois guéries et quatre décès.

Ebola à l'Equateur : l'Unicef travaille au côté du gouvernement de la RDC en fournissant des équipements essentiels, en déployant des mobilisateurs communautaires, en fournissant des services d'eau, d'hygiène et assainissement, en soutenant les orphelins et les autres enfants affectés », a déclaré Edouard Beigbeder, représentant de l'UNICEF en RDC. « Dans l'épidémie actuelle dans l'est de la RDC, proportionnellement, plus d'enfants sont touchés par rapport aux épidémies précédente d'Ebola. Nous devons donc nous assurer que la prévention de l'infection chez les enfants soit au centre de la réponse en Equateur », a souligné le Représentant de l'Unicef en RDC. Le gouvernement de la République Démocratique du Congo a confirmé la mort de cinq personnes - dont une jeune fille de 15 ans - due à la maladie à virus Ebola à Mbandaka, la capitale de la province de l'Équateur, dans le nord-ouest du pays.

Assemblée nationale : certains députés déplorent les défaillances techniques et la violation de certains articles. Pour proroger l'état d'urgence par exemple, seule une soixantaine de députés prennent part au vote sur les 500 que compte la chambre basse du Parlement. Afin de respecter les mesures barrières, l'Assemblée nationale organise ses plénières avec une soixantaine des députés dans l'hémicycle. Les autres sont en téléconférence sans avoir ni le droit de parole encore moins celui de voter, déplore Fabien Mutomb de l'UDPS. L'Assemblée nationale et le Sénat accélèrent leur rythme de travail à 15 jours de la clôture de cette session ordinaire de mars. Dans ce contexte de la pandémie à Coronavirus, la grande partie du travail se fait en commission et la majorité des parlementaires suivent les plénières en téléconférence.

Nord-Kivu : le village de Kinyandoni vidé de sa population suite à l'incursion des FDLR. Selon la société civile qui estime à 70 % de gens qui ont abandonné leurs habitations, ce déplacement s'est poursuivi lundi 1er juin. Cette population se dirige vers Kiwanja, les uns et les autres vers Kiseguru. Lors de dernières incursions dans ce village, 3 personnes ont été tuées, deux autres blessées et quelques boutiques mises en feu, selon la société civile.

Kananga : la société civile souhaite que l'ancien chef milicien "Trésor Mputu" soit rapidement jugé. L'ex-chef-milicien est notamment accusé d'avoir participé au meurtre des deux experts de l'ONU en mars 2017. «Enfant avenir» est l'une des organisations qui ont alerté les autorités sur un probable recrutement de miliciens près de Kananga il y a quelques semaines. L'ONG avait mis en cause Trésor Mputu comme l'un des initiateurs de ce mouvement. Son responsable se félicite de l'arrestation de l'ancien chef milicien. Me Pierre Bibombe demande aux personnes victimes d'exactions qu'auraient commises Trésor Mputu d'aller témoigner devant la justice. La Société congolaise pour l'Etat de droit se réjouit également de cette arrestation. Mais son directeur général s'interroge sur les motivations qui ont conduit à cette interpellation. Me Dominique Kambala fait remarquer que l'ancien chef milicien circule librement dans le territoire de Dibaya et même à Kananga sans jamais avoir été interpellé alors qu'il était recherché par la justice militaire depuis plus de trois ans.

Le juge Raphaël Yanyi a bien été empoisonné. Le juge Raphaël Yanyi, président du tribunal chargé du procès dit « des 100 jours » – dans lequel comparait notamment Vital Kamerhe, directeur de cabinet du président Félix Tshisekedi – n'est pas décédé de mort naturelle. C'est ce qui apparaît dans les conclusions du rapport des médecins légistes. Ces derniers, qui ont procédé à l'autopsie du juge le 29 mai, à l'hôpital militaire central du camp Kokolo, à Kinshasa, demandent une étude effectuée par des experts internationaux pour déterminer la substance ayant causé la mort du magistrat. **(La Libre Afrique)**

Décès du secrétaire général du PALU. Lugi Gizenga, est décédé lundi 1er juin, à la clinique Ngaliema Center à Kinshasa. Des précisions sur cette disparition seront communiquées plus tard.

Maniema : des ONG de Salamabila s'insurgent contre l'insécurité criante à Kabambare. Neuf associations de droits de l'homme et des ONG locales de Salamabila, en territoire de Kabambare (Maniema) s'insurgent contre l'insécurité qui refait surface dans cette région. Les cas les plus récents remontent à dimanche 31 mai, où deux personnes ont été abattues dans un fusillade nocturne au quartier Limbaseke et une autre s'en est sortie avec des blessures. A Lusangi, des sources locales signalent des viols sur des femmes et des filles par des personnes armées non autrement identifiées.

Sud-Kivu : la radio communautaire d'Itombwe de nouveau capée à Mikenge, depuis ce mardi 2 juin, dans les Hauts plateaux, au Sud-Kivu. Cette radio avait cessé d'émettre depuis 8 mois à la suite du pillage des panneaux solaires, dont elle a été victime de la part d'hommes armés non autrement identifiés. La reprise des émissions s'est faite grâce à l'appui en kits de panneaux solaires octroyés par Médecins sans frontières, MSF/Hollande.

Bukavu : environ 100 maisons consumées dans un incendie à Kadutu. Des témoins affirment que le feu est parti d'une maison en matériaux durables, aux environs de 18h30'. Les occupants n'ont pas réussi à stopper le feu, qui s'est vite répandu sur les maisons voisines pour la plupart en bois. Plus de cent ménages sont sans abris et ont passé leur première nuit dehors. Pour Patrick Lubala, chef du quartier Mosala, la mauvaise urbanisation et la promiscuité des maisons seraient à la base de la propagation rapide du feu.

Programme 100 jours du président : le Baraza la wazee plaide pour une liberté provisoire du DG de SOCOC. Le président du baraza intercommunautaire (dite aussi baraza la wazee) a affirmé : « A l'issue de notre descente ainsi qu'aux différentes déclarations du gouverneur de province du Nord Kivu et Sud Kivu, [nous] constatons que les termes de l'accusation : complicité au détournement des deniers publics et la non-exécution des travaux sur terrain du notable Makabuza Ngoga Modeste ne se justifie pas en réalité. Le Baraza la wazee considère que détenir le précité à la prison centrale de Makala est de nature à freiner l'élan de l'exécution des travaux de réhabilitation et modernisation de la voirie de Goma et de Bukavu et ainsi contribuer à freiner le développement de deux provinces. Ainsi, nous sollicitons la mise en liberté provisoire du notable Makabuza Ngoga au vu du niveau d'exécution des travaux surtout que sa fuite n'est pas à craindre », a-t-il expliqué.

Goma : plusieurs quartiers de la ville dépourvus d'eau, potable depuis plusieurs semaines alors qu'ils sont appelés à respecter les mesures d'hygiène pour lutter contre la Covid-19. Dans une déclaration, le président de la société civile/ ville de Goma, Marrion Ngavho se dit préoccupé par cette situation et interpelle les autorités à fournir cette eau qui est un service public à la population.

Affaire Kamerhe et coaccusées : la 3-ème audience confirmée pour mercredi 3 juin. L'audience se tient dans un contexte particulier à la suite du décès du juge Yanyi Ovungu, qui sera remplacé par un autre juge. Selon la loi, ce dernier pourra ré-ouvrir le débat en se faisant résumer les deux dernières audiences. Après lecture des procès-verbaux, les parties au procès pourront y apporter des objections. On attend à cette audience la comparution éventuelle des nombreuses personnalités citées comme témoin à charge ou à décharge.

Matadi : un incendie provoque d'énormes dégâts matériels à Nganda Maboke. Selon des témoins, le feu est parti du bistrot Chancelvie et a consumé une partie du marché du pont Maréchal avec tout ce qui s'y trouvait. Les dépôts, moulins, manioc, maïs, haricots et autres sont réduits en cendres. Les deux camions anti-incendie, dépêchés par les responsables du port pour limiter les dégâts, n'ont pas réussi à contenir le feu. Jusque-là, l'origine de l'incendie n'est pas connue. Certaines personnes prétendent que ce sont les perturbations en fourniture électrique qui seraient à l'origine de ce drame.

Justice : le Procureur général près la Cour constitutionnelle a prêté serment. Le nouveau procureur général, Jean Paul Mukolo Nkokesha, a été nommé au terme d'une ordonnance présidentielle depuis le 7 février 2020. Les deux chambres étant en vacances en cette période-là, il fallait attendre la rentrée parlementaire pour organiser cette cérémonie, selon les dispositions légales. Dans ses attributions, la Cour constitutionnelle est le juge de la constitutionnalité des lois, des édits, des Règlements Intérieurs des Chambres parlementaires, du Congrès, ainsi que des Institutions d'Appui à la Démocratie. La Haute cour est également la juridiction pénale du Président de la République et du Premier Ministre.

Mercredi 3 juin.

Coronavirus : la Tshopo et le Haut Lomami, deux nouvelles provinces touchées. La RDC a enregistré 169 nouveaux cas confirmés le mardi 2 juin 20. Ce qui porte à 3495 le total des cas depuis le début de l'épidémie déclarée le 10 mars 2020. A ce jour, il y a eu au total 75 décès et 492 personnes guéries. La pandémie vient d'atteindre les provinces du Haut Lomami et de la Tshopo avec 1 cas chacune. **Kinshasa : lancement de la campagne de sensibilisation des personnes âgées sur la Covid-19.** La campagne est menée en partenariat avec l'ONG Alpha Congo qui apprend aux personnes de troisième âge à lire et à écrire. Des masques et des solutions hydro-alcooliques sont gratuitement distribués à ces personnes. **Kwango : lancement de la campagne de sensibilisation de la population sur la Covid-19.** Le docteur Fidèle Nzibanda, chargé du bureau technique de la Division provinciale de la santé renseigne : « Le Kwango vient d'avoir un premier cas confirmé. ISCO, une ONG italienne, a appuyé la Direction provinciale de santé par la fabrication des affiches en langues locales. Nous avons aussi un appui en machines à coudre et en tissus et autres matériels pour la fabrication des masques

qu'on devra distribuer à la population. Nous avons aussi reçu l'appui en thermo flash, 75 au total, que nous avons distribué pour ... Etant donné que pour le moment, le moyen le plus efficace de lutter contre la Covid-19 c'est la prévention, nous avons constaté que le comportement quotidien de nos populations indique que les gens ne prennent pas la situation au sérieux ».

Ituri : 18 assaillants et un soldat tués au cours de plusieurs attaques à Djugu. Des combats entre les militaires de la 332e base navale et les assaillants de la Codeco se sont déroulés aux villages Sodja, Gokpa, Kamutatsi et Idjui vers le Lac Albert. L'objectif pour les forces loyalistes était d'empêcher ces rebelles de se réorganiser dans ces milieux. Depuis lundi, d'autres combats ont été signalés dans la partie Nord du littoral au village Alusi en territoire de Djugu. Dans toutes ces localités, l'armée a réussi à mettre hors d'état de nuire les assaillants et faire passer ces entités sous son contrôle.

Haut-Katanga : un policier tué ce mercredi lors d'un braquage au poste de péage de Lwambo. Vers 7 heures 15' une petite voiture en provenance de la ville de Likasi est arrivée au poste de péage de Lwambo sur la route de Kolwezi. Quatre personnes sont descendues. Très vite, ils ouvrent le feu sur un policier de garde qui est mort sur place. Un autre policier serait blessé à la jambe, selon des témoins. Pendant ce temps, d'autres assaillants ont accouru pour récupérer l'argent qui traînait à la caisse. Ils ont emporté une somme de 7450 USD et un million de Fc. Sans tarder, ils ont repris la voiture direction Kolwezi.

Procès 100 jours : 3-eme audience en cours à Makala. Le nouveau juge président du tribunal, Bankenge Mvita a ordonné la réouverture des débats par la lecture des procès-verbaux des audiences antérieures. Affaire en continuation, l'instruction de la cause a ainsi ouvert les débats de fond sur la 1ère prévention de détournement présumé des deniers publics par Jammal Samih, Jeannot Muhima et Vital Kamerhe qui sont intervenus à la fin de la lecture des procès-verbaux pour éventuellement faire des objections.

Au moins 16 morts lors d'une attaque de la milice Codeco à Djugu. Vers une heure du matin de ce mercredi, un groupe d'hommes munis d'armes blanches et de fusils de guerre ont fait incursion à Moussa un village de la chefferie de Mambisa dans le territoire de Djugu. Des témoins affirment avoir entendu des tirs d'armes. Visiblement, certaines personnes ont été tuées par balles. Et parmi les victimes, on retrouve quatre hommes, sept femmes et cinq enfants âgés de moins de cinq ans. Selon une source de la sécurité, le bilan s'élève plutôt à dix-sept morts. Avant de se retirer, ces combattants ont pillé sept chèvres. Les habitants du village Moussa et périphérie ont trouvé refuge à Lidja et Tchuda, deux villages voisins.

Nord-Kivu : la société civile pour l'évaluation des opérations militaires lancées contre les groupes armés. La société civile du Nord-Kivu dénombre 651 personnes tuées depuis le début de ces opérations. « On semble sentir une sorte de léthargie du côté de la pression militaire si bien que les gens continuent à être victimes. Nous sommes en train de penser que l'évaluation de ces opérations devra être vite diligentée de telle sorte que l'on voit les moyens qui ont été alloués à ces opérations dites de grandes envergures avec des stratégies mises en place s'il y a lieu de les changer et s'il y a lieu de voir comment les moyens ont été utilisés », a proposé Edgard Mateso, vice-coordonnateur de la société civile du Nord-Kivu.

Equateur : un nouveau cas d'Ebola enregistré à Bikoro. Il s'agit d'une femme qui a assisté au deuil d'un malade décédé à Mbandaka. Le ministre Eteni s'est appuyé sur les résultats des échantillons de l'Institut national de recherche biomédicale.

Les préventions de détournement présumé des deniers publics au cœur de la 3e audience du procès des 100 jours. Jeannot Muhima, chargé du service Import-Export de la Présidence de la République a déposé le premier parmi les prévenus. Accusé d'avoir détourné 1 144 000 USD dans le cadre du dédouanement des maisons préfabriquées, il clame son innocence. « Connaissez-vous le contrat de la fabrication de 15000 maisons ? Qui était l'importateur ? De qui avez-vous reçu l'ordre d'aller dédouaner les maisons », interroge le ministère public. M. Muhima répond qu'il ne sait rien sur le contrat. Il affirme que l'importateur était la Présidence de la République et qu'il avait reçu l'ordre de mission signé par le directeur de cabinet de Vital Kamerhe. Le prévenu Vital Kamerhe passe à la barre. « Le contrat des maisons existe bel et bien. Mais je n'en connais pas les termes », dépose Vital Kamerhe. En vertu de quoi a-t-il fait décaisser 1 144 000 USD pour le dédouanement, lui demande le ministère public. Le directeur de cabinet brandit l'article 6 du contrat et ajoute que le gouvernement de la République en est responsable. Enfin c'est Justin Bitakwira, ancien ministre de Développement rural, qui dépose à titre de témoin. « Je n'ai jamais engagé la République dans le marché public. J'ai été déchargé du projet logement sociaux depuis le 22 mai 2019 », témoigne Bitakwira. Il cite Vital Kamerhe de l'en avoir déchargé pour l'inclure dans le projet de 100 jours en le confiant au ministère de l'Urbanisme et habitat.

Jeudi 4 juin.

Coronavirus en RDC : 2 554 patients en bonne évolution, sur le total de 3 644, dont 3 643 cas confirmés et 1 cas probable.

Par contre, le pays enregistre 495 personnes guéries de cette pandémie et 78 décès depuis le début de ce Coronavirus en RDC. Par ailleurs, sur les 650 échantillons testés par l'INRB dans la seule journée de mardi 2 juin, 149 nouveaux cas confirmés, dont 131 à Kinshasa et 18 au Kongo-Central ; 224 cas suspects, dont les investigations sont validées ; 3 nouvelles personnes sorties guéries ; 3 nouveaux décès des cas confirmés. **Haut-Lomami : le premier cas confirmé de Covid-19 venait de Lubumbashi.** Le tout premier cas positif de Covid-19 dans la province du Haut-Lomami a été identifié dans le territoire de Malemba Nkulu. D'après le commissaire chargé de la santé dans cette province, Elie Muyombi, le malade venait de Lubumbashi et il est déjà pris en charge. Il demande à la population du Haut-Lomami de respecter et de faire respecter les gestes-barrières pour contrer la propagation de cette maladie. **Bukavu : reprise normale des activités ce jeudi dans la commune d'Ibanda.** Le confinement total de trois jours de cette municipalité a pris fin mercredi 3 juin soir. Le gouvernement a mis à profit ces trois jours pour retracer des cas suspects liés aux cas positifs de Covid-19. **Kananga : la Monusco fait confectionner des masques en tissus pour les policiers.** La Monusco par le biais de son unité de police (UNPOL) a fait confectionner plus de 2 000 masques en tissus dans le cadre de la prévention de la Covid-19, par les adolescents en situation difficile qu'encadre l'Unicef dans deux centres de la ville de Kananga. Ces masques sont destinés aux policiers congolais. Encadrés par l'Unicef et le ministère provincial du Genre, ces adolescents ont déjà fabriqué plus de 5000 masques en tissus dans le cadre de la prévention de Covid-19 à travers la région. **Coronavirus au Nord-Kivu : les villes de Goma, Kiwanja et Rutshuru-centre déconfinées.** « A dater de ce jour, la mesure d'isolement de la ville et ses environs est momentanément levée, exception faite des mouvements entre Goma et Bukavu et le transport par voie aérienne vers toute destination. La mesure de couvre-feu sur la ville de Goma est levée, cependant la circulation des motos reste interdite après 20 heures pour une durée de 14 jours. Seuls les restaurants peuvent ré-ouvrir leurs portes pour un service Take away, c'est-à-dire les clients partent avec leur repas et non le consommer sur place ». Le centre de diagnostic du laboratoire de Goma sera opérationnel à partir de ce jeudi 4 juin. Le Nord-Kivu a été notifié de 4 nouveaux cas dont 3 à Goma et 1 à Beni par l'INRB. Ce qui porte à 47, le nombre total des cas confirmés en province dont 7 guéris. **Coronavirus à Tshopo : un cas positif confirmé et 134 autres suspects.** Le Gouverneur de province, Louis-Marie Wale Lufungula a, au terme d'un conseil de ministres extraordinaire, appelé la population à ne pas céder à la panique. Il l'invite, par ailleurs, à observer scrupuleusement toutes les mesures barrières édictées par les responsables sanitaires et le chef de l'Etat. **Coronavirus à Kwilu : l'équipe de riposte agressée à Mokamo.** Une équipe de riposte à la Covid-19 qui était partie au village Mokamo, dans le territoire de Masimanimba, pour accompagner la zone de santé de Bonga Yasa a été attaquée mardi 2 juin par la population locale qui ne croit pas à l'existence de cette maladie. Le député Donald Sindani qui condamne ces actes appelle donc cette population à prendre conscience de l'existence de cette maladie.

Sud-Kivu : une ONG exige la reconstruction des écoles détruites avant la reprise des cours à Uvira. Le responsable du plaidoyer de cette ONG locale, « Centre de Recherche sur l'anti-Corruption », CERC/Uvira, affirme avoir répertorié 44 écoles détruites et 35 autres occupées par les sinistrés après les pluies diluviennes d'avril et mai 2020. Cette situation rend impossible la reprise des cours de plus de 100 mille élèves une fois les écoles rouvertes, après la pandémie de Covid-19. Il a également demandé l'implication des partenaires, étatiques et non étatiques, pour délocaliser ces sinistrés et trouver une solution sur les écoles détruites avant la reprise effective des cours.

Ebola à l'Equateur : les malades sont pris en charge à l'hôpital général de référence de Wangata. La province de l'Equateur compte à ce jour cinq malades dont une femme dans la cité de Bikoro, à 128 km de Mbandaka. Mais deux autres cas suspects sont en observation. La déclaration de l'épidémie a été déclarée lundi 1er juin, après le décès de 4 personnes au quartier Air-Congo. Le ministre de la santé est attendu dans les jours à venir à Mbandaka avec des moyens conséquents pour la prise en charge et la prévention de l'épidémie, qui est déjà signalée avec un cas positif dans le territoire de Bikoro.

Nord-Kivu : un mort et des blessés à Nyiragongo. Une personne a été tuée et deux autres grièvement blessées par balle, mardi 2 juin dans le groupement Kibati, au village Kanyanja, en territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu), par des hommes armés non identifiés. Pour la société civile du territoire, la population est abandonnée à son triste sort. Aucune mesure n'est prise, par exemple pour récupérer les armes à feu qui circulent dans ce territoire et qui alimentent l'insécurité. Le maire a instruit tous les bourgmestres qui ont amené des corps à la morgue de pouvoir faire passer des communiqués à la radio et au-delà de ça de pouvoir enterrer tous ces corps-là.

Procès des 100 jours : 4e audience, Pierre Kangudia, Michel Ngongo à la barre. Pour ce jour, le tribunal de grande instance de la Gombe auditionne divers témoins cités à l'audience publique du 25 mai. Après le directeur général de la direction générale de contrôle des marchés publics (DGCMP), Michel Ngongo qui n'a pas reconnu la régularité du marché conclu avec la société SAMIBO dans le cadre des logements sociaux, c'est le tour à présent de l'ancien ministre du Budget, Pierre Kangudia. Celui-ci fait sa déposition en rapport avec son rôle joué dans le programme d'urgence de 100 jours.

Kasaï-Oriental : la Regideso a besoin de 6 000 USD pour résoudre le problème d'eau potable à Mbuji-Mayi. Le directeur de la Regideso/Mbuji-Mayi, renseigne que son entreprise est en difficulté de réunir ce montant pour réparer le grillage du moteur de sa grosse pompe et effectuer son rembobinage. Cette difficulté fait que depuis deux semaines, plus de 10 milles ménages vivent dans des conditions inhumaines par manque d'eau. Certaines organisations non gouvernementales qui s'inquiètent de ce problème, demandent aux opérateurs économiques, aux diamantaires ainsi qu'aux hommes de bonne volonté de mettre la main à la poche en vue d'aider la société de distribution d'eau à décanter la situation.

Maniema : la société civile appelle à un dialogue inclusif pour le retour de la paix. La nouvelle société civile du Maniema en synergie avec cinq organisations de défense des droits de l'homme disent non à la résolution des conflits communautaires par les armes. Ces organisations ont appelé, à travers un document remis mercredi 3 juin à l'autorité provinciale, à un dialogue inclusif entre les autorités politico-administratives. Le président de la nouvelle société civile du Maniema, Revocat Mukubwa, affirme que ce dialogue pacifique et inclusif reste le seul moyen pour le retour de la paix durable et tant que ces structures ne mettront pas autour d'une table, les exactions vont se poursuivre.

Djugu : la Monusco déjoue une attaque de Codeco au site des déplacés de Drodro. Selon des sources de la Monusco, un mouvement des assaillants était signalé pendant la journée de mercredi 3 juin aux alentours des localités de Drodro et de Maze, en chefferie de Bahema Nord dans le territoire de Djugu. Alertée, la Monusco a dépêché des casques bleus pour sécuriser les sites de déplacés. C'est vers minuit qu'un groupe de ces miliciens, qui se rendait vers le site de déplacés de Drodro, a été intercepté par ces soldats de la paix. Ces assaillants ont ouvert le feu sur l'équipe de patrouille de la Monusco, qui les a répliqués et mis en déroute. Cette présence des assaillants inquiète les déplacés.

Beni : la Monusco et les Fardc réaffirment leur volonté de stabiliser de la région. La Monusco et les Fardc doivent unir leurs forces dans une même planification des opérations pour la stabilité de la région, a déclaré le commandant de la force de la Monusco, lieutenant-général Ricardo Augusto Ferreira, jeudi 4 juin à Beni. Il a rencontré le commandant des opérations Sokola 1, général Jacques Kyaligonza Nduru, à Matombo, où ils ont échangé sur les opérations et la protection des civils. Selon lui, c'est en travaillant avec un plan précis des opérations avec les Fardc que la région pourra être stabilisée. « Notre mandat est de travailler la main dans la main avec les Fardc, la PNC et les autorités nationales du pays pour nous rassurer que la population est sécurisée en montant un plan d'action d'ensemble sur terrain pour arriver à ce que la population de la RDC a besoin et désire », a soutenu le lieutenant-général Ricardo Augusto Ferreira.

Ituri : la Procureure de la CPI très préoccupée par les violences à Djugu et Mahagi. « Des informations crédibles indiquent de nombreuses attaques armées, contre la population civile. Ces attaques se sont intensifiées ces derniers mois sur plusieurs territoires de l'Ituri. La Procureure précise que ces mêmes informations rapportent également des attaques répétées contre des camps de personnes déplacées internes et des communautés ciblées. » Par ailleurs, indique Fatou Bensouda, « ces informations signalent le meurtre et la mutilation de nombreuses personnes civiles, dont de nombreux enfants ; des enlèvements et des exécutions sommaires ou extrajudiciaires ; des crimes sexuels et à caractère sexiste contre des femmes, des filles mineures et des hommes ; des pillages systématiques ; des incendies et des destructions de maisons, de propriétés privées et d'édifices publics. » Ces actes pourraient constituer des crimes relevant de la compétence de la Cour pénale internationale (la CPI), a-t-elle rappelé. Dans la déclaration, la Procureure, Fatou Bensouda, précise que son Bureau va intensifier ses contacts avec les autorités congolaises pour renforcer le travail déjà initié en vue de cartographier les incidents relevant potentiellement de la compétence de la CPI et d'échanger avec les autorités sur les mesures urgentes à prendre, en particulier dans le cadre du traitement des cas prioritaires par la justice congolaise.

Vendredi 5 juin.

Coronavirus en RDC : l'Equateur aussi touché. L'Equateur est la nouvelle province touchée par la pandémie au Coronavirus, selon le bulletin du secrétariat multisectoriel de la riposte contre Covid-19 en RDC. Ce qui ramène le nombre de provinces touchées à 11. Depuis le début de l'épidémie déclarée le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 3.764. Au total, il y a eu 81 décès et 512 personnes guéries ; 365 cas suspects détectés après investigations ; 120 nouveaux cas confirmés, dont 86 à Kinshasa, 26 au Sud-Kivu, 5 au Nord-Kivu et 2 au Kongo Central et 1 à l'Equateur ; 415 échantillons testés ; 17 nouvelles personnes sorties guéries ; 3 nouveaux décès des cas confirmés ; 2638 patients en bonne évolution. **Kwango : le gouverneur annonce des mesures pour lutter contre la Covid-19.** Parmi ces mesures, le port obligatoire des masques de protection et une vigilance accentuée à la barrière de Batshongo, principale porte d'entrée de sa province, d'après le gouverneur. Il demande surtout à la population de ne pas paniquer et d'observer toutes les mesures édictées par les autorités. **Matadi : les malades atteints de la Covid-19 conseillés de consommer les fruits pour booster leur immunité.** Les soins administrés aux malades atteints de la pandémie de Coronavirus impliquent aussi une bonne alimentation. La nutritionniste

Adolphine Mwavita recommande à la population, aux malades de covid-19 en particulier de consommer les produits locaux issus des champs en vue de booster leur immunité. **Covid-19 en RDC : aucun protocole de traitement proposé par les chercheurs n'a encore été validé.** Huit propositions des protocoles, c'est-à-dire des médicaments, ont été formulées et présentées aux ministres de la Santé, de la Recherche scientifique et aux membres du comité de riposte à la pandémie de Coronavirus. Le pool scientifique du ministère de la Recherche Scientifique annoncera mercredi prochain le (s) protocole (s) retenu (s) pour les essais cliniques en RDC. **Butembo : baisse du flux touristique suite à la covid-19.** Pour le chargé des ressources touristiques et agences de voyage au bureau urbain du tourisme, Daniel Mukewa, cette situation a déjà impacté négativement l'économie de la ville de Butembo. "La recommandation que je donne il faut que tout le monde se donne pour éradiquer cette maladie, il ne faut pas laisser ça à l'autorité de la ville seulement ou à l'autorité provinciale, nous tous nous sommes concernés pour éradiquer cette maladie". **Lutte contre la Covid-19 : le chatbot du ministère de la Santé présenté au Conseil consultatif de la riposte.** Ce Chatbot lancé sur la plateforme WhatsApp a pour mission de lutter contre les rumeurs et la désinformation sur la pandémie de Coronavirus. Il s'agit notamment du lancement d'un site web officiel sur la pandémie de Coronavirus et la mise en place d'un Control Room pour l'analyse des métadonnées des opérateurs mobiles. Les conseils pratiques sur la protection contre la pandémie, les réponses aux questions fréquentes que se pose le public, des orientations pour vérifier les faits et stopper les rumeurs, des conseils pratiques aux voyageurs sont contenus dans ce bot. **Coronavirus à Tshopo: le 1er cas positif sort de son isolement « apparemment guéri » (officiel).** Le premier cas testé positif au Coronavirus est sorti guéri, après son isolement depuis le 27 mai dernier. Cette annonce a été faite à la première réunion du comité provincial de riposte contre la COVID-19 présidée jeudi 4 juin, par le gouverneur de province, Louis-Marie Wale Lufungula. **Coronavirus à Bukavu: le secteur affecté par le confinement de la commune d'Ibanda.** Les trois jours d'inactivité commerciale dans la commune d'Ibanda a impacté négativement le secteur économique, non seulement dans la commune confinée mais aussi dans les communes voisines de Kadutu et Bagira. Les importateurs du sucre, des pièces d'habits pour dames et de plusieurs autres produits n'ont rien vendu durant les trois jours. **Mbandaka : les étudiants sensibilisent la population contre la COVID-19 et Ebola.** Les étudiants de la faculté de science de l'environnement de l'Université de Mbandaka (Equateur) ont sensibilisé les marchands dans des marchés portuaires et les communautés pygmées contre la pandémie de la COVID-19 et l'épidémie de l'Ebola. L'activité a été organisée à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de l'environnement, vendredi 5 juin. **Covid-19 : l'Assemblée nationale proroge pour la 4^{ème} fois l'état d'urgence sanitaire.** Réunis en quorum réduit, les députés nationaux ont adopté non seulement le projet de loi portant prorogation de l'état d'urgence mais aussi celui portant les mesures d'application. C'est pour la première fois que le Gouvernement a déposé au Parlement le projet de loi avec toutes les mesures d'application de l'Etat d'urgence.

Tanganyika : les salaires des enseignants des écoles catholiques ponctionnés de "dîmes". Les enseignants des écoles conventionnées du territoire de Kongolo ne cachent pas leur colère. Ils disent avoir été surpris de constater que leurs salaires du mois de mai ont subi une ponction de 10%. D'après la coordinatrice des écoles conventionnées catholiques à Kalemie, Sr Clémentine Kowa, ces enseignants étaient informés du paiement de la dîme pour l'Eglise.

Kwilu : réhabilitation de l'artère Fatundu reliant les quartiers Ibole, Musaba et le centre-ville de Bandundu. Lancés depuis le 9 mai, les travaux de réhabilitation de l'artère Fatundu dans la commune de Disasi touchent presque à la fin. Cette artère était bourrée des trous béants et des bourniers rendant difficile la circulation jusqu'au niveau du marché "Collège". Ces travaux s'exécutent par cantonnage manuel avec l'appui financier du gouvernement provincial du Kwilu.

La RDC, 2e pays au monde comptant le plus grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. La RDC est actuellement le deuxième pays au monde comptant le plus grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, derrière la Syrie. Selon Médecins sans frontières (MSF), la situation est due à la recrudescence des violences dans la province de l'Ituri qui a entraîné une nouvelle vague de déplacement forcé. Les civils sont les principales victimes de ces confrontations entre milices, forces nationales et autres groupes armés. MSF est témoin d'une situation dramatique pour les plus vulnérables qui vivent sous la menace permanente d'être pris pour cibles. Dans une région secouée par des décennies de conflits communautaires, l'insécurité permanente entrave les mouvements des populations et complique ceux des humanitaires. MSF exhorte enfin les acteurs nationaux et internationaux à accroître leur présence en Ituri auprès des centaines de milliers de personnes réfugiées sur des sites où les standards humanitaires minimums sont loin d'être atteints, entre insalubrité et surpeuplement.

Nord-Kivu : 6 morts lors d'une incursion de "Matata" à Kabingu. L'incident est survenu vers 19h30, lorsque les hommes armés non autrement identifiés ont fait incursion dans la carrière minière de Kabingu, tirant à bout portant sur les creuseurs. Six personnes sont mortes sur le champ et trois autres blessées grièvement. Elles sont admises dans une structure médicale pour des soins, confirme le fonctionnaire délégué du gouverneur à Ngungu qui s'est rendu sur place ce matin. Théophile Ntihaboze estime que cet incident, le deuxième du genre dans cette entité, serait lié au retour progressif, depuis

quelques semaines, des combattants du groupe armé GAV (Groupe Armé des Volontaires), de Matata Souleman dans la zone.

Le ministre de la défense sollicite le soutien des députés pour sécuriser la RDC. Cette demande a été faite après avoir répondu jeudi 4 mai à plus de 500 questions des députés membres de la commission Défense et sécurité de l'Assemblée Nationale. Ces questions posées au cours de l'audition du ministre le 21 mai, ont essentiellement porté sur l'activisme des groupes armés dans plusieurs coins du pays, ainsi que les efforts des Fardc. Le Rapporteur de la commission défense et sécurité, Juvénal Munubo a, pour sa part, promis que toutes les réponses du ministre seront analysées à travers les quatre sous-commissions afin de travailler dans la synergie pour venir à bout de 150 groupes armés qui écument le pays à l'heure actuelle.

En ce qui concerne la motion de défiance contre le ministre de la défense par d'autres députés, le rapporteur parle d'une démarche parallèle qui n'engage nullement la commission défense et sécurité.

Le ministre Nyamugabo invite tous les Congolais à préserver la faune et la flore. Malgré les efforts du gouvernement, a déploré Claude Nyamugabo, des groupes armés continuent à exercer de plus en plus une pression négative sur la faune et la flore de la RDC. Ceci se matérialise par l'occupation des espaces protégés par ces forces négatives et le braconnage. A ceci s'ajoutent les besoins des communautés locales en énergie, qui entraîne une coupe incontrôlée du bois de chauffe. Le gouvernement de la République est engagé à réduire la pression humaine sur nos forêts. C'est ce qui justifie le projet de vulgarisation du gaz domestique, actuellement en pleine exécution dans quelques provinces de notre pays. De son côté, l'ONU invite le monde à repenser la manière dont les systèmes économiques évoluent et leur impact sur l'environnement.

Kasaï-Oriental : 40 enfants libérés de la prison centrale de Mbuji-Mayi. Vingt-quatre enfants en conflit avec la loi ont été libérés de la prison centrale de Mbuji-Mayi depuis le samedi dernier. Les seize autres seront mis en liberté ce vendredi 5 juin. La mesure vise aussi à désengorger les prisons congolaises.

Meurtre des experts de l'ONU: 3 ans après le début du procès, le barreau déplore la «stagnation» de l'affaire. L'avocat soutient qu'«on ne peut pas continuer un procès de manière éternelle. Il faut que le procès se termine. Les populations ont droit à la vérité. Les prévenus doivent connaître leur sort. Me Dominique Kambala met notamment en cause «la méthodologie, la stratégie qui est mise en place» et qui ne permet pas au procès d'avancer. Me Kambala pointe également les multiples interruptions de ce procès causées notamment par l'absence des avocats de la défense lors de certaines audiences, l'absence de juges qui sont appelés à participer aux réunions plusieurs fois reportées du conseil de la magistrature. Pour leur part, le collectif des avocats qui interviennent dans ce procès demandent la reprise des audiences.

Samedi 6 juin.

COVID-19 : 3.878 cas confirmés répartis dans 11 provinces déjà affectées. La ville province de Kinshasa vient en tête avec 3.502 cas, suivi du Kongo Central : 211 cas ; Sud-Kivu : 70 cas ; Nord-Kivu : 53 cas ; Haut-Katanga : 33 cas ; Ituri : 2 cas, Kwilu : 2 cas ; Kwango : 1 cas ; Haut-Lomami : 1 cas ; Tshopo : 1 cas ; Equateur : 1 cas. Depuis la déclaration de la pandémie au mois de mars, il y a eu 82 décès et 537 personnes guéries. **COVID-19 à Kinshasa : 11 de 17 cas positifs sont décédés en mai à l'hôpital ex-Maman Yemo.** Pour 28 résultats disponibles, 17 cas ont été testés positifs et 11 patients sont décédés. Après chaque décès, l'hôpital est soumis à « un protocole précis pour la gestion et l'évacuation du corps ». Ce protocole est, malheureusement, souvent buté à quelques dysfonctionnements, qui opposent les familles éplorées aux gestionnaires de l'hôpital. Gérer une ou des familles éplorées qui ne peuvent plus approcher le corps d'un proche décédé est un autre défi à relever pour l'administration de l'hôpital. **Covid-19 : le secrétariat technique lance la campagne de proximité pour rendre compte de l'évolution de la pandémie.** Cette initiative permettra de manière hebdomadaire au Secrétariat technique et aux différentes structures de la riposte de rendre compte et faire le point sur la situation réelle de la pandémie. Cela va combattre la désinformation et les rumeurs qui se propagent au sein la population congolaise. Des relais communautaires sont envoyés dans les rues de la capitale et 4000 professionnels de la santé font du porte à porte pour sensibiliser.

Ituri : 7 miliciens de la Codeco tués dans les affrontements avec les Fardc à Djugu. Plus de quatre cents miliciens de la Codeco s'étaient installés depuis quelques jours au mont Gbodza proche de Kobu en secteur de Walendu Djatsi. Ces hommes armés planifiaient les attaques dans plusieurs villages qui étaient récupérés récemment par les Fardc. Il s'agit notamment de Mwanga, Lipri, Ngongo et leurs environs. Ces miliciens ont été repérés par les Fardc, qui ont lancé l'offensive.

Butembo : UNPOL offre des containers, ordinateurs et véhicules à la police. Ces containers qui serviront de bureaux à la police ont été remis à l'Etat-major de la PNC. Le commandant urbain de la police congolaise indique qu'outre ces containers, son partenaire lui a remis aussi des ordinateurs et des véhicules.

23 villages de Mahagi récupérés par l'armée (autorité coutumière). Les miliciens de la Codeco ont occupé plusieurs villages en chefferie de Walendu Watsi depuis plus de deux mois. A partir de là, ils faisaient des incursions dans d'autres chefferies de ce territoire : Panduru, Warpalar, Anyals 2 et Alur Djuganda. Cette milice profitait de l'absence des Fardc dans plusieurs entités pour commettre des exactions contre la population. Mais depuis le déploiement des forces loyalistes, qui sont engagées au front il y a une semaine, ces miliciens connaissent « un revers indescriptible ». Plusieurs effets pillés par ce groupe armé ont été repris par l'armée et remis aux victimes.

Sud-Kivu : attaques récurrentes des miliciens à Tuwetuwe. Les miliciens Twigwaneho et alliés ont attaqué une position des Fardc jeudi tôt le matin à Tuwetuwe, groupement de Basimukindji 1er, dans le secteur d'Itombwe. Les Fardc ont mis en déroute les combattants, avant de les repousser vers Kalingi d'où ils seraient venus. Depuis quelques jours, d'autres violents combats opposent dans les hauts plateaux de ce secteur de Tanganyika un groupe armé dirigé par le colonel mutin Michel Rukunda Makanika aux miliciens Maï-Maï et alliés. Michel Rukunda a déclaré récemment avoir repris le contrôle de plusieurs localités de Kamombo dans les hauts plateaux. Selon lui, il n'y a aucun lien entre son groupe et Gumino/Twigwaneho, même si tous les deux désapprouvent « la passivité de l'armée régulière » face à l'incendie des villages, aux tueries et vols de bétails.

Haut-Lomami : 4 morts dans un déraillement de train à Luena. Un accident de train marchandise a fait 4 morts ce samedi 6 juin 2020 à la gare de Luena, territoire de Bukama dans la province du Haut Lomami. Les causes de cet accident ne sont pas pour le moment connues.

Bandundu : 47 détenus transférés de Makala à la prison du cinquantenaire tous en bon état. Lors du transfèrement de ces détenus, la société civile de Bandundu ainsi que certains députés du Kwilu avaient dénoncé ce mouvement des prisonniers redoutant la propagation de la maladie à coronavirus dans cette partie du pays par ces prisonniers provenant de Kinshasa épicentre de ladite maladie en RDC. « Dans le cadre de la lutte contre cette pandémie, ces 47 détenus étaient d'abord placés en quarantaine dans la prison du cinquantenaire pour une durée de vingt et un jours et suivis par une équipe de riposte. Actuellement tout se passe bien, personne ne présente un seul signe, ils ont déjà dépassé les vingt et un des jours. »

"La corruption absorbe les ressources nécessaires au développement". Au cours d'une plénière académique vendredi 5 juin 20 au Sénat, l'ancien premier ministre de la RDC, Augustin Matata Ponyo et actuellement sénateur, a déploré qu'un pourcent de la population s'empare, par la corruption de toute la richesse du pays, exposant ainsi 99 pourcents des congolais à la pauvreté et au sous-développement. « Il faut renforcer le contrôle sur la gouvernance du pays pour son développement ».

Lutte contre Ebola : Le Ministre de la santé publique visite le centre de traitement des malades de Mbandaka. « Je suis venu vous annoncer que l'Ebola existe réellement ici. Le chef de l'état m'a envoyé, avec le gouvernement pour une évaluation. Nous n'aimerions pas que cette maladie dépasse un, deux, trois ans. Observez les instructions des professionnels de santé en vue d'éviter le coronavirus et l'Ebola. Soyez prudents », a-t-il souligné.

Sénat : le projet de loi portant autorisation de la prorogation de l'état d'urgence adopté. L'Assemblée nationale avait autorisé le vendredi 5 juin une quatrième prorogation de l'Etat d'urgence sanitaire pour les 15 prochains jours à dater du 8 juin prochain. Réunis en quorum réduit, les députés nationaux ont adopté non seulement le projet de loi portant prorogation de l'état d'urgence mais aussi celui portant les mesures d'application.

Dimanche 7 juin.

Covid-19 en RDC : la barre de 4000 cas positifs franchie. Le cumul des cas est de 4.016. 138 nouveaux cas confirmés ont été enregistrés dont 123 à Kinshasa, 14 au Sud-Kivu et 1 au Kongo Central. Au total, il y a eu 85 décès et 537 personnes guéries. 316 cas suspects ont été détectés après investigations, 492 échantillons testés. **Kongo-Central: un premier cas de Covid-19 enregistré à Muanda.** Il s'agit d'un homme d'une trentaine d'années résidant à Muanda. L'administrateur du territoire de Muanda demande à la population de ne pas céder à la panique et de respecter les gestes barrières pour limiter la propagation de la Covid-19 dans la contrée. **Covid-19 au Nord-Kivu : 18 personnes quittent l'hôpital guéries.** Les autorités leur ont remis des certificats qui attestent leur guérison avant leur retour dans la communauté. Le chef de division

de la santé en province, Janvier Kubuya invite la communauté à recevoir sans crainte ces personnes désormais guéries. Les autorités demandent aux contacts des cas de ne pas craindre de se faire examiner, surtout que le laboratoire de l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) est opérationnel à Goma et reçoit déjà les échantillons de 3 provinces de l'Est.

Adoption d'un plan national industriel : la RDC veut créer 1 millions d'emplois en 5 ans. « C'est une grande satisfaction parce que depuis 1960, c'est la première fois que notre nation est dotée de sa politique industrielle. Dans les objectifs que nous nous sommes assignés dans cette politique industrielle, c'est de créer d'ici 5 ans au moins 1 millions d'emplois, c'est de passer de 500 entreprises actuelles à plus de 2000 entreprises, c'est de capter le marché régional », a détaillé Julien Paluku, le ministre de l'Industrie. Selon lui, le document de la politique et des stratégies industrielles adopté en conseil des ministres comprend 11 stratégies et 9 programmes regroupés en trois axes : améliorer la gouvernance du secteur, faire de la RDC un pool économique et industriel, développer un potentiel attractif des investisseurs.

Ituri : les députés provinciaux pour une enquête internationale sur les crimes commis par Codeco à Djugu et Mahagi. Les députés provinciaux de l'Ituri ont promis d'apporter leur contribution à cette institution pour la répression de ces violations graves de droit de l'homme et ils demandent à toutes les organisations de la société civile et de droits de l'homme de collaborer avec la CPI en fournissant toutes les données sur les violences commises par la milice Codeco.

La Pharmakina met sur le marché l'hydroxychloroquine et la quinine injectable. « Aujourd'hui c'est l'aboutissement de toute période de recherche et développement qui nous a permis d'atterrir sur ces deux produits. C'est d'abord les injectables de Quinine pour soigner le Paludisme et d'autre part, la production des comprimés d'hydroxychloroquine, les molécules qui sont utilisées aujourd'hui contre coronavirus », a indiqué Martial Kanyonyo, pharmacien responsable de la Pharmakina et dit avoir ainsi répondu favorablement à l'appel du chef de l'État.

Kongo-central : le gouverneur Atou Matubuana contraint de démissionner après un arrêt de la cour constitutionnelle. Au regard de cet arrêt rendu le 29 mai, le député provincial André Masumbu Baya estime que d'ici à mardi 9 juin 20, le Gouverneur Atou Matubuana doit présenter sa démission auprès du chef d'état. Le 4 décembre 2019, une plénière avait été convoquée à l'Assemblée provinciale du Kongo-Central pour destituer le gouverneur Atou Matubuana et son adjoint Justin Luemba tous deux cités dans une affaire de scandale sexuel.

Kisangani : Inauguration de la morgue de l'hôpital du cinquantenaire. L'idée de la construction d'une morgue à l'hôpital du cinquantenaire remonte en septembre 2019 lors des états généraux de cet établissement hospitalier. Financés par le gouvernement provincial, les travaux ont été lancés jusqu'à leur aboutissement ce jour. Le coût total est évalué à plus ou moins 100.000 USD. Signalons par ailleurs que cette morgue est la 3e dans la ville après celles de l'hôpital général de Kisangani-Makiso et des cliniques universitaires.

UE-Coronavirus : L'Union européenne envoie de l'aide pour lutter contre la pandémie en RDC. Le premier avion à destination de la RDC a décollé dimanche 7 juin 2020 avec à son bord Janez Lenarčič, commissaire européen chargé de la gestion des crises, Philippe Goffin, ministre belge des Affaires Etrangères et de la Défense, et Jean-Yves Le Drian, ministre français de l'Europe et des affaires étrangères. Ils seront reçus ce lundi 8 juin à Kinshasa par le président de la RDC, S.E. Félix Tshisekedi, et rencontreront aussi des représentants d'organisations humanitaires et de la société civile dans la capitale et à Goma. « Ces nouveaux vols du pont aérien humanitaire de l'UE vers la RDC apportent une aide d'urgence à ceux qui en ont le plus besoin. Vaincre à terme le coronavirus signifie travailler de concert, en particulier avec les pays africains qui sont nos principaux partenaires. Nous livrons au total 40 tonnes de fret humanitaire à bord les trois vols à destination de la RDC. Il est dans notre intérêt commun d'œuvrer dans un esprit de solidarité », a fait savoir le commissaire Lenarčič. Il a ajouté que l'UE fournit en 2020 une aide humanitaire vitale de 40,83 millions d'euros pour soutenir les personnes les plus vulnérables en RDC.

L'Unicef remet 60 m³ de matériels pour la réponse à l'épidémie d'Ebola dans l'Equateur. Le Représentant de l'Unicef en R, Edouard Beigbeder a procédé dimanche 7 juin 2020 à Mbandaka, à la remise de 60 m³ de matériels et 76,000 masques communautaires produits localement et d'autres fournitures au Ministre de la Santé, Eteni Longondo pour aider à contenir la propagation de la maladie à virus Ebola et du COVID-19 dans la province de l'Equateur. Ce premier lot de matériels est essentiellement constitué de fournitures d'eau, d'hygiène et d'assainissement, dont des pulvérisateurs de chlore, des purificateurs d'eau, des jerrycans, des kits de lavage des mains, des cartons de savons, des gants, des masques, des thermomètres laser et des équipements de protection individuelle. L'agence onusienne a déjà déployé 36 personnes à Mbandaka pour travailler avec les partenaires gouvernementaux, les communautés, les psychologues et les travailleurs psychosociaux, et les organisations non gouvernementales.

Lundi 8 juin.

Coronavirus en RDC : 4 105 cas confirmés, 537 personnes guéries. Au total, il y a eu 88 décès. Dans la seule journée de dimanche 7 juin, 90 nouveaux cas ont été confirmés à Kinshasa ; Aucune nouvelle personne n'est sortie guérie ; ainsi que 3 nouveaux décès des cas confirmés ; 360 cas suspects détectés après investigations ; 2789 patients en bonne évolution.

Coronavirus à Kindu : relâchement dans l'application des mesures barrières par la population. Le président de la nouvelle dynamique de la société civile du Maniema dénonce : "Vous allez voir dans les différentes banques de la ville, il y a plein de monde, il n'y a pas des mesures qui sont respectées. Il y a un sabotage total. Vous allez constater au marché, il n'y a même pas de lave-mains, les restaurants ont rouvert, les bars, les mariages s'organisent. Mais, pourquoi ce relâchement ?".

Coronavirus au Sud-Kivu : les membres du gouvernement provincial passent un test obligatoire. Le ministre provincial de la santé, Cosmos Bishisha, estime donner l'exemple pour le dépistage rapide, car le nombre des personnes atteintes de la COVID-19 ne fait qu'augmenter du jour au lendemain dans la province. Dans l'espace de dix jours, le nombre des cas positifs est passé de 4 à 84. Le comité provincial de riposte a aussi confirmé la mort de 14 personnes atteintes de la COVID-19. **Coronavirus-RDC : Félix Tshisekedi assuré du soutien de l'Union européenne.** Devant la presse présidentielle, le chef de la délégation, Janez Lenarcic, a justifié cette mission par la situation humanitaire en RDC, « jugée préoccupante » par l'Union européenne. Plus de 15 millions des Congolais ont besoin d'une aide humanitaire et la situation risque de s'aggraver avec cette pandémie, a-t-il souligné. La visite vise aussi à permettre l'acheminement du personnel et de l'aide humanitaire, en cette période compte tenu des restrictions sur le transport aérien. Un pont humanitaire est établi entre la RDC et l'UE pour acheminer le reste des 40 tonnes d'aide, indique la presse présidentielle.

Nord-Kivu : un conflit terrestre oppose deux sociétés à Rutshuru. La société "Nyiragongo Ciment", qui produit déjà du ciment localement et la "Cimenterie du Kivu", qui sera lancée l'année prochaine se disputent pour une concession de 7 hectares et demi du domaine de Katala, en territoire de Rutshuru, dans la province du Nord-Kivu. Selon l'avocat de "Nyiragongo Ciment", Me René Kiunda, son client a acquis en bonne et due forme la concession de 7 hectares et demi auprès du domaine de Katala. Il accuse le patron de la "Cimenterie du Kivu" de bloquer l'octroi de l'acte de vente alors que l'argent a déjà été versé dans le compte de la société domaine de Katala après négociation de la vente.

Ituri : incursion des militaires sud-soudanais à Aru. Ces militaires de l'armée régulière du Soudan du Sud lourdement armés se sont introduits d'abord au village de Kimba en chefferie de Kakwa, qui se trouve juste à la frontière entre les deux pays. Ils ont ensuite progressé aux villages de Liku et Ngararay à 5 Km à l'intérieur du territoire congolais sans commettre des exactions contre des autochtones. Pris de panique, relate la société civile, toute la population de ces entités a fui. Une psychose générale était observée dans plusieurs localités de la chefferie de Kakwa et même au chef-lieu à Ingbokolo. Ces militaires du Soudan du Sud, qui seraient en train de poursuivre leurs ennemis, se sont retirés d'eux-mêmes après plusieurs heures. Cette incursion irrégulière de l'armée du Soudan du Sud inquiète la population locale qui déplore l'absence des Fardc tout le long des frontières entre les deux pays.

Nord-Kivu : la Lucha satisfaite du début du procès Freddy Kambale- Eric Ombeni à Beni. Le mouvement citoyen "Lutte pour le changement" se félicite de l'annonce du début du procès contre le policier Eric Ombeni Mongeso, présumée auteur du meurtre de Freddy Kambale Marcus, l'un de ses militants ce lundi 8 juin dans la ville de Beni (Nord-Kivu). Le début de ce procès est un soulagement pour la famille de la victime et de ses amis.

Une mission de l'Union européenne à Kinshasa. La délégation a convoyé un cargo humanitaire de médicaments, de matériels et d'autres intrants sanitaires qui constituent l'appui de l'Union européenne dans la riposte contre la pandémie de la Covid-19 en République Démocratique du Congo. Le Commissaire humanitaire de l'Union européenne et chef de la délégation, Janez Lenarcic, a salué la bonne coopération entre le Congo et l'Union européenne. Pour lui, la bonne nouvelle c'est que l'Union européenne apporte son appui à la RDC dans la lutte contre la pandémie du coronavirus. Après Kinshasa, une partie de cette importante délégation se rendra à Goma au Nord-Kivu.

Mbandaka : l'OMS procède à la campagne de vaccination contre Ebola. Cette campagne se déroule dans 4 différents sites, dont 3 de ces sites qui sont au quartier Air-Congo, l'épicentre actuel de l'épidémie dans la ville. A l'hôpital de Wangata, les vaccinateurs accordent la priorité aux personnes qui sont les plus exposées telles que les prestataires des soins, les familles des victimes, ainsi que les contacts et contacts des contacts. Entre-temps les mobilisateurs continuent la sensibilisation et d'autres le recensement des contacts des derniers cas de décès dans la ville.

Ituri : 13 morts lors d'un affrontement entre Farde et la milice FPIC. Plus de cent miliciens armés ont été repérés par les forces loyalistes au village de Chini ya Kilima, proche de Nyakunde en chefferie des Andisoma. Ces hommes armés ont été surpris dans leurs tanières par les forces loyalistes. Les combats, engagés depuis dimanche entre les deux parties, se poursuivaient encore ce lundi dans la matinée. Le président de la société civile d'Irumu signale que plus de trente-deux villages sont vidés de leurs habitants en chefferie des Andisoma et de Mobala à la suite de l'activisme de cette milice.

Kasaï-Oriental : vol d'aliments destinés aux enfants malnutris de Lupatapata. Ces sachets de pâtes d'arachides avaient été remis par les organisations internationales dans plusieurs zones de santé de la province pour lutter contre la malnutrition, qui frappe actuellement les enfants. L'administrateur du territoire de Lupatapata souhaite être informé sur les interventions humanitaires menées dans son entité administrative.

Mardi 9 juin.

Coronavirus en RDC : 153 nouveaux cas confirmés, dont 149 à Kinshasa et 4 dans le Haut-Katanga. Depuis le début de l'épidémie déclarée le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 4 259. Au total, il y a eu 90 décès et 539 personnes guéries. Par ailleurs, dans la seule journée du même lundi, 2 nouvelles personnes sorties guéries et 2 nouveaux décès des cas confirmés. En outre, 2 801 patients sont en bonne évolution. **Kwango : port obligatoire du masque dans les lieux publics à Kenge dès ce mardi.** A partir de ce mardi 9 juin, le port du masque dans les lieux publics est obligatoire sur toute l'étendue de la ville de Kenge, chef-lieu de la province du Kwango. Les contrevenants sont contraints de payer une amende de 5 000 Francs congolais. **Coronavirus au Sud-Kivu : 17 malades déclarés guéris en un jour.** Les 17 malades déchargés pour la seule journée de lundi étaient pris en charge depuis quelques jours au centre de traitement de Bwindi, en commune de Bagira. Elles ont regagné leurs familles respectives avec sourire et s'engagent à devenir des ambassadeurs de lutte contre Covid 19. Pour le Gouverneur de Province, Théo Ngwabidje Kasi, la guérison de ces patients est une preuve que la pandémie peut être éradiquée au Sud-Kivu. Il ajoute que c'est la persévérance et la prise de conscience de ces compatriotes qui ont permis à l'équipe de riposte de leur administrer des soins adéquats dans un meilleur délai. **Coronavirus à Goma : l'UE achemine du matériel pour la riposte contre la pandémie à l'Est de la RDC.** La délégation assurant le pont humanitaire aérien entre l'UE et la RDC a brièvement séjourné à Goma mardi 9 juin. La délégation a remis au gouverneur du Nord-Kivu l'assistance humanitaire prévue pour cette région, rendue plus vulnérable par les épidémies dont celle du coronavirus, mais aussi par l'action des groupes armés. Le gouverneur a exprimé sa satisfaction de recevoir les kits médicaux contre le coronavirus, et des techniciens venus aider à faire fonctionner le laboratoire mobile de Goma. **Coronavirus : World Vision remet des kits de lavage des mains à la mairie de Butembo.** Ces 25 kits sont constitués des tanks et d'autres accessoires. Ils seront placés dans des endroits très fréquentés par la population dans la ville.

Riposte à Ebola en RDC : l'ONU octroie un financement d'urgence de 40 millions de dollars. Les financements issus du Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies (CERF) renforceront les services de santé existants en RDC pour permettre un soutien de suivi aux survivants d'Ebola et établir des systèmes de surveillance communautaire, d'alerte et de réponse rapide. Ils financeront également la fourniture de vivres, d'abris, d'eau et d'assainissement, ainsi que des services de santé, d'éducation et de protection. En plus d'Ebola, la RDC est aux prises avec un mélange dangereux de crises sanitaires et humanitaires, notamment la plus grande épidémie de rougeole au monde, des déplacements internes massifs et l'insécurité, et la pandémie de Covid-19. Au 4 juin, la RDC avait enregistré 3 494 cas de coronavirus et 74 décès. « Si nous détournons le regard dans des endroits comme la RDC, les personnes vulnérables prises au piège dans des cycles vicieux de souffrance n'auront aucune chance de se battre face à la Covid-19 », a ajouté M. Lowcock.

Augustin Kabuya : « Le choix de Patricia Nseyi, comme candidate 1er vice-président est celui de la hiérarchie ». Il a fait cette déclaration lundi 8 juin après avoir déposé la candidature de Mme Patricia Nseyi au poste de premier vice-président de l'Assemblée nationale pour remplacer Jean-Marc Kabund, déchu le 25 mai à la suite d'une pétition initiée par le député Jean-Jacques Mamba. L'UDPS revient ainsi sur sa position adoptée le 28 mai. En fait, dans une déclaration, la présidence de l'Union pour la démocratie et le progrès social considérait qu'il est inopportun de désigner un autre candidat parmi les députés nationaux élus sur sa liste, en remplacement de Jean-Marc Kabund-a-Kabund au poste de 1er vice-président de l'Assemblée nationale. Augustin Kabuya affirme aussi qu'il n'y a pas des tensions entre les membres de la coalition (FCC et CACH).

Le gouvernement va envoyer une caravane humanitaire dans le Nord-Kivu et l'Ituri, pour soulager les besoins spécifiques de la population, annonce une dépêche de la Primature. C'est ce qu'a promis le Premier ministre lors d'un échange lundi 8 juin avec le Caucus des députés nationaux et sénateurs de la province du Nord-Kivu sur les questions sécuritaires, humanitaires, la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 ainsi qu'à l'épidémie à virus Ebola dans leur province.

Attaque d'une équipe de riposte contre Ebola : des miliciens condamnés à 20 ans de prison. Au total, 28 prévenus étaient impliqués dans ce dossier. Ce sont des miliciens des groupes armés Mai-Mai Mazembe et Uhuru qui sont actifs dans les territoires de Lubero et Beni dans la province du Nord-Kivu et de Mambasa en Ituri. Ils ont été cités dans l'attaque de l'équipe de riposte contre Ebola en territoire de Mambasa. Le tribunal militaire s'est prononcé sur le sort de 15 parmi eux. Dix ont été condamnés à 20 ans de prison et au paiement de 100 000 francs congolais de frais de justice. Cinq autres prévenus ont été déclarés non coupables et ont été acquittés par les juges du tribunal. Le deuxième groupe de 13 autres détenus dans ce même dossier sont poursuivis pour des faits de crimes de guerre. Le tribunal militaire sollicite l'appui des partenaires pour organiser des audiences en chambre foraine.

Meurtre d'un policier à Mangobo : 9 suspects interpellés. Ces personnes qui ont été arrêtées sont impliquées dans les incidents survenus le vendredi 5 juin entre deux groupes de jeunes au Quartier Balese, ayant entraîné, outre la mort du policier, d'importants dégâts matériels. Selon le Commandant provincial de la police nationale congolaise, pendant les opérations en cours, deux armes de la police nationale congolaise sur les 3 perdues pendant ces incidents ont été retrouvées. Cependant, les chefs de bande, eux, sont toujours en cavale.

Procès Freddy Kambale : "Je ne suis qu'un bouc émissaire, choisi pour sauver le vrai auteur du meurtre ». Tout a commencé par l'identification du prévenu et des témoins de la partie civile. Et d'entrée de jeu, le prévenu Ombeni a nié toute implication dans ce meurtre. Il a pointé du doigt le commandant urbain de la police ainsi que le commandant second de la légion d'intervention rapide, qu'il accuse d'avoir exfiltré le vrai meurtrier du site de l'incident et de l'avoir fait partir dans une jeep d'intervention de la police avant de le cacher dans une maison d'une personne connue. Le décès de cet activiste est survenu lors d'une manifestation pacifique contre la criminalité dans la ville et le territoire de Beni.

Un député pour une motion de défiance contre le ministre de la Défense. Au cours d'une conférence de presse tenu lundi 8 juin au palais du Peuple, le député Gratien Iracan, l'auteur de l'interpellation et de cette motion de 50 signatures estime que la déchéance du ministre Aimé Ngoy Mukena est nécessaire pour faire face à la gravité des tueries à l'Est. D'après lui, plus de 1 000 personnes ont été tuées dans l'Est de la RDC depuis le début de cette année.

Ouverture ce mardi du procès des 23 Congolais contre Semlex dans l'affaire passeport. Les 23 détenteurs des passeports congolais estiment qu'il y a eu beaucoup d'opacité dans le contrat que la RDC a signé avec Semlex et que ce document coûte trop cher. Pour Jean Claude Mputu, l'un des initiateurs de la campagne le « Congo n'est pas à vendre » dont les membres ont porté plainte dans cette affaire de passeports, la justice doit trancher pour que les congolais rentrent dans leurs droits.

Kinshasa : lancement de la campagne « Esprit Public » pour les 60 ans de l'indépendance de la RDC. Pour le coordonnateur du mouvement « Section bleue », 60 ans après son indépendance, la RDC a beaucoup plus reculé qu'il faut une mobilisation totale de la population afin de travailler, dans un esprit public, pour le développement. Cette campagne est motivée par le souci de combattre ce qu'il considère comme « l'esprit individualiste et égoïste caractérisant l'homme congolais à la base de la crise en RDC ».

Goma : début du procès des 20 présumés auteurs des massacres de Miriki en 2016. C'était dans la nuit du 6 au 7 janvier 2016 que des présumés combattants rwandais des forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) ont attaqué la localité de Miriki. Cette nuit-là, 16 civils sont tués et 9 autres grièvement blessés, tous de la communauté Nande, selon plusieurs sources locales. Un mois après, une autre attaque est menée, en représailles dans le village Vuvutsio, par un groupe armé local, tuant 25 civils de la communauté Hutu. Les présumés auteurs de ces meurtres étaient en détention préventive à la prison centrale de Goma depuis plus de 4 ans.

«Je veux savoir où mon fils a été enterré pour faire le deuil», réclame la mère de l'un des accompagnateurs des experts de l'ONU tués au Kasai. Un peu plus de trois ans depuis la disparition de leurs proches qui accompagnaient les deux experts de l'ONU tués en mars 2017 au Kasai, les familles des accompagnateurs congolais de Zaida Catalan et Michael Sharp demandent à la justice de faire toute la lumière sur cette affaire. Les familles de Betu Tshintela, Isaac Kabuayi et Pascal Nzala ont contacté un cabinet d'avocats à Kananga qui suit pour elles cette affaire. « Nous attendons du Parquet qu'il nous dise si effectivement ces corps exhumés n'étaient pas ceux des accompagnateurs », explique Me Jacques Nkole.

« **Si la RDC veut se développer, émerger elle ne peut pas se passer du binôme leadership et gouvernance** » D'après Augustin Matata Ponyo, ancien premier ministre, actuellement sénateur : « Le binôme leadership et gouvernance constitue la clé magique du progrès d'une nation.

Tanganyika : les Mai-Mai "Fimbo na Fimbo" de nouveau opérationnels à Kalemie et à Moba. Cela fait deux mois que le général autoproclamé "Bitonto" recrute et réorganise ses troupes. Selon des témoins, des affrontements auraient même eu lieu entre leur groupe et les Fardc du 5 au 7 juin autour de la localité Katondo située à 80 km au Sud de Kalemie. Conséquence de ces affrontements : la population des localités Tembwe et Mpala se serait déplacée en masse.

Sud-Kivu : mouvement de la population vers Minembwe après le meurtre d'un chef de village à Kalingi. Selon le bourgmestre de cette commune rurale, 24 familles ont passé nuit dans le bâtiment de la commune. Ces personnes craignent pour leur sécurité après que leur chef du village soit retrouvé mort la nuit du dimanche à lundi 8 juin au village de Kalingi, situé à 13 Km au Nord-Ouest de Minembwe. La victime avait été enlevée par des hommes armés non autrement identifiés, souligne cette autorité civile. Des sources locales concordantes attribuent cette tuerie à trois miliciens du groupe Twigwaneho. Ces derniers avaient fait incursion dans le domicile de la victime avant de l'amener à une destination inconnue. La victime, notable et chef du village de son état, est reconnue être très engagé dans les dialogues intercommunautaires dans la région.

Le Plan national de relance agricole chiffré à 4,4 milliards USD. « Il s'agit d'un programme volontariste qui ne figure dans aucun budget. Ce n'est pas un programme des bailleurs de fonds. C'est un crédit fournisseur que l'Etat congolais a pris auprès des banques et qui nous permet de faire l'agriculture de façon moderne », a annoncé le ministre de l'Agriculture. Joseph-Antoine Kasonga affirme cependant, que l'objectif de son programme n'est pas de seulement produire. En plus de la production, a-t-il soutenu, le pays veut que les agriculteurs élèvent leur niveau de vie. « Nous sommes déterminés, avec toute mon équipe, à y arriver avec les moyens de bord », assure-t-il. Le ministre de l'Agriculture a aussi indiqué que face à la Covid-19, l'État a prévu 33 000 hectares pour les sociétés qui dépendent du ministère de l'Agriculture, dont le Domaine agro-industriel présidentiel de la N'sele (Daipn) et le Parc agro-industriel de Bukanga-Lonzo. « On s'est réuni avec toute cette équipe et on a élaboré ce qu'il faut faire », a ajouté Joseph-Antoine Kasonga. Pour cette Campagne le ministère de l'Agriculture a demandé au Gouvernement de lui donner 46 millions de dollars américains pour couvrir ce programme de 33 000 hectares. Et de préciser : « si nous ne faisons que du maïs, avec les semences hybrides produites chez nous et que nous avons trouvées, elles peuvent nous ramener à 4 tonnes au minimum si pas 10 tonnes. Avec toutes les techniques que nous avons prévues, nous pouvons arriver à 132 millions de kilos. 1 kilo, à l'heure actuelle équivaut à 1 dollar américain. Ce qui nous fait 132 millions de dollars américains pour les 46 millions de dollars américains que nous aurons dépensés pendant 3 ou 4 ans. » Par ailleurs, a poursuivi le ministre, avec ce programme, le paysan passera de 800 kg de maïs produits sur 1 hectare à 4 000 Kg en moyenne. Il passera donc d'un gain de 800 dollars américains à 4000 dollars américains pour 500 dollars américains dépensés pour la production. Il sied de rappeler qu'en se basant sur des statistiques des services compétents, que la RDC consomme plus qu'elle ne produit. Des milliers de dollars américains sont dépensés chaque année pour importer la nourriture. Ce qui, parfois, ne permet pas à l'État d'épargner les ressources nécessaires pour son programme. Il y va donc de l'intérêt de l'État ainsi que de toute la nation que les réformes importantes soient initiées dans le secteur agricole, pour mieux répondre aux besoins alimentaires des populations congolaises. (**Zoom Eco**)

Assemblée nationale : le ministre Thomas Luhaka interpellé sur la reprise des cours. Les députés ont posé plusieurs questions : quand est-ce les cours vont reprendre dans les universités et instituts supérieurs ? Quelles dispositions le ministère de l'ESU prend-il pour épargner les milieux académiques de la COVID-19 ? Les réponses du ministre de l'ESU sont attendues jeudi 11 juin à l'Assemblée nationale.

Beni : Affaire meurtre de Freddy Marcus, le commandant de la PNC entendu comme renseignant. Ce dernier a été cité la veille par le présumé auteur du meurtre, le policier Ombeni, comme celui qui a fait extirper le vrai meurtrier. Le colonel François Kabeya a rejeté en bloc toutes ces allégations. Il a déclaré ne pas connaître ce policier. L'officier a affirmé plutôt avoir donné l'ordre à la police d'encadrer cette marche à caractère pacifique et avoir interdit tout usage d'armes létales.

Kwilu : l'Ucofem plaide pour le respect du genre dans les médias dans la province « Nous avons constaté dans les différentes rédactions, que les femmes sont victimes de discriminations. La ville de Kikwit n'est pas épargnée de la situation. C'est ça qui nous a motivées d'aller vers les responsables des médias pour pouvoir leur parler des inégalités engendrées, des déséquilibres constatés entre les deux sexes », déplore la Directrice provinciale de l'Union Congolaise des femmes des Média

Kinshasa : 2 morts dans les échauffourées entre vendeurs et policiers (Police). Ces affrontements ont eu lieu entre les avenues Bokasa et Kato, à proximité du Marché central. Les policiers ont fait usage des gaz lacrymogènes. Les gens fuyaient. Deux personnes ont été électrocutées. Les corps ont été amenés à la morgue. Le bilan provisoire est de deux morts, quatre civils blessés et trois policiers blessés. Les attroupements sont interdits pendant cette période d'état d'urgence. Les revendications des commerçants sont de deux ordres : « Nous en avons marre de la prorogation de l'état d'urgence pour la 4e fois. Il y a la contradiction entre le ministre de l'Intérieur et le gouverneur sur la réouverture ou pas du marché ». Le gouverneur ne veut pas obtempérer à la décision du ministre de l'Intérieur qui a instruit l'autorité de la ville d'autoriser la reprise des activités au marché central.

Mercredi 10 juin.

Coronavirus : 26 nouvelles personnes sorties guéries, mardi. Depuis le début de la pandémie déclarée le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 4 390. Au total, il y a eu 96 décès et 565 personnes guéries. Sur les 392 échantillons testés dans la journée de mardi 9 juin, 131 nouveaux cas ont été confirmés, dont 116 à Kinshasa, 9 au Kongo Central, 5 au Sud-Kivu et 1 dans le Haut-Katanga. Aussi, 6 nouveaux décès des cas confirmés ont été enregistrés, 2 781 patients sont en bonne évolution.

Covid-19 : le déconfinement de Gombe se fera d'ici 3 ou 5 jours, selon Ngobila. « Les Kinois attendent cette nouvelle. L'économie est au plus mal. Depuis que cette pandémie est arrivée en RDC, les meilleures mesures que nous avons prises, c'est ce confinement. Nous devons apprendre à vivre avec cette pandémie et respecter les gestes barrières », a expliqué M. Ngobila, le gouverneur. Il ajoute : « Il a été question d'analyser la situation épidémiologique à travers tout le pays, et particulièrement la ville de Kinshasa confinée depuis presque deux mois. Le premier ministre nous a demandé d'approfondir la situation avec la Fédération des entreprises du Congo. Donc, dans très peu de temps pourra intervenir le déconfinement de tout le pays à condition de respecter les gestes d'hygiène », a déclaré le gouverneur de la ville de Kinshasa. **Mbandaka : le ministre de la santé sensibilise la population sur la double crise d'Ebola et de Covid-19.** Le Ministre national de la Santé, Dr Eteni Longondo, multiplie ses contacts, afin que les équipes engagées mènent une riposte efficace. Il continue à échanger avec des partenaires d'appui, et aussi avec des leaders communautaires et d'opinion présents dans la ville. **Le Dr Mukwege démissionne de la présidence de la commission santé pour la riposte contre le Coronavirus au Sud-Kivu.** Le Dr Denis Mukwege affirme avoir mis sur pied une stratégie de riposte, mais qui ne peut plus fonctionner à ce jour. Au nombre des difficultés, il cite les délais de plus de deux semaines pour recevoir les résultats des prélèvements envoyés à l'INRB/Kinshasa. Ce qui constitue, selon lui, un handicap majeur pour sa stratégie basée sur « tester, identifier, isoler et traiter ». D'autre part, Mukwege évoque, un relâchement des mesures de prévention par la population de Bukavu. Un déni des réalités, l'impossibilité de faire respecter les mesures barrières. La porosité de nos frontières avec le retour massif de milliers de compatriotes venant de pays voisins sans avoir été mis en quarantaine, ont diminué l'efficacité de notre stratégie. **Coronavirus à Butembo : «L'enseignement à distance n'est pas bénéfique aux apprenants sourds – muets » (préfet).** Cette situation est aussi décriée par le frère religieux Kakule Muhesi Désiré, préfet des études de l'institut Notre dame de l'assomption. Ce dernier affirme que la catégorie des élèves qu'il encadre n'est pas à mesure d'écouter les enseignements dispensés à la radio et la télévision. Il dit craindre que cette catégorie d'élèves oublie toutes les matières apprises avant la pandémie. Les autorités de l'enseignement primaire, secondaire et techniques de Butembo ne se sont pas exprimées à ce sujet. **Coronavirus : la police organise un dépistage collectif pour ses unités.** Des institutions à travers le pays s'impliquent en organisant des dépistages collectifs de leurs agents. Après la présidence de la République, qui a organisé la semaine dernière un dépistage pour tout son personnel, Radio Okapi et le ministère du Budget, la police a aussi lancé lundi dernier cette opération. D'après le commissaire provincial de la police, Sylvano Kasongo, les policiers étant au premier plan aux côtés du personnel soignant, il est impérieux qu'ils connaissent leur état de santé pour ne pas propager la maladie.

Mort de Nkurunziza : Félix Tshisekedi consterné, Joseph Kabila attristé et l'ONU annonce son soutien aux Burundais. « C'est avec une vive émotion et une grande consternation que j'ai appris la nouvelle du décès inopiné du Président burundais Pierre Nkurunziza, survenu le 8 juin 2020 », indique le Président Félix Tshisekedi dans un communiqué publié sur le compte Twitter de la présidence ce mardi 9 juin. Le président honoraire Joseph Kabila pour sa part indique qu'il est profondément attristé par la disparition du Président Pierre Nkurunziza. Il salue la mémoire « d'un frère dont le leadership audacieux et engagé aura permis un rapprochement fructueux entre la RDC et le Burundi ». Le Secrétaire général de l'ONU présente ses condoléances au Gouvernement et au peuple Burundais et réaffirme la volonté des Nations Unies à soutenir le Gouvernement et le peuple Burundais à faire face à la pandémie de COVID-19, ainsi que dans leurs efforts continus pour créer un avenir stable, prospère et pacifique pour tous les citoyens du pays », indique le communiqué.

Face aux violences et épidémies, le financement humanitaire manque cruellement (HCR). Alors que la pandémie de Covid-19 et le conflit s'intensifient en République démocratique du Congo (RDC), les personnes déplacées internes sont

confrontées « aux conséquences mortelles d'un sous-financement chronique », a mis en garde mardi 9 juin l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). « Des déficits de financement massifs menacent des centaines de milliers de vies en RDC, où la montée de la violence et la Covid-19 exacerbent les conditions déjà désastreuses de millions de personnes déplacées de force », a dit le porte-parole du HCR. « Sans une injection urgente de fonds, le sous-financement aura un impact dévastateur sur les programmes humanitaires essentiels qui sauvent des vies », a-t-il ajouté.

Kasaï: une rencontre Congolo-angolaise à la frontière de Kamako pour une harmonisation des vues, après l'échange des tirs entre militaires congolais et angolais, intervenue le 29 mai, près de la localité de Kabuakala, à 150 Km de Tshikapa. Selon le ministre de l'Intérieur du Kasaï, Deller Kawino, ces discussions devraient permettre d'éviter ce genre d'incidents à l'avenir. Le 29 mai dernier, des militaires Angolais et Congolais ont échangé des tirs près de la localité de Kabuakala. Un blessé a été signalé du côté angolais. Chaque partie soutient qu'elle était sur son territoire. Selon le ministre de l'Intérieur du Kasaï, les Angolais se sont plaints après cet incident, affirmant qu'il s'agissait d'un acte délibéré. La province du Kasaï-Central partage 380 Km de frontière avec Lunda Norte en Angola. L'absence de limite naturelle entre les deux territoires a souvent été à l'origine des querelles entre les deux voisins.

Nord-Kivu : les responsables du groupement Bambuba-Kisiki interdisent tout mouvement de la population, vers les zones où se déroulent les opérations militaires. C'est du côté Est de la route nationale numéro 4 où les incursions répétitives des rebelles Ougandais de l'ADF se font enregistrer ces derniers temps. Pour le président du comité territorial de la jeunesse, cette décision est une mesure sécuritaire que la population doit respecter, mais il faut aussi que les parties prenantes soient informées du suivi de cette mesure, de son impact mais aussi de sa finalité.

Procès meurtre du militant Lucha, Freddy Kambale, renvoyé au 24 juin. D'après l'un de ses avocats, Me Elie Vahumawa, il sera question pendant ce temps pour l'organe de la loi de descendre sur la scène du crime pour la reconstitution des faits après les différentes déclarations et témoignages recueillis durant les deux jours du procès.

Tshopo : hausse du prix de carburant à Kisangani chez les « Kadhafi » à cause de la rareté du produit dans les stations-services. En outre, le nombre de litres vendus est strictement limité : 10 litres pour un véhicule et un seul pour une moto. Vendu autrefois à 1600 FC (0.80USD), un litre d'essence s'achète actuellement à 3000, 3500 voire 4000 FC (2 USD). Le président des importateurs des produits pétroliers en provenance de l'Est, justifie la carence de carburant par l'augmentation de prix au Kenya. Un mètre cube de carburant vendu autrefois à 250 USD revient actuellement à 400 USD. A cela il faut ajouter : le mauvais état de route entraînant l'augmentation du prix de transport qui est passé de 7000 à 9000 USD par véhicule.

En outre, l'insécurité dans l'Ituri oblige les importateurs à se faire escorter par des militaires.

Tractations autour de la désignation des membres du prochain bureau de la Ceni. L'Association Congolaise pour l'Accès à la Justice, ACAJ, estime qu'il n'est pas opportun de désigner les animateurs de la Ceni avant l'audit du bureau sortant et la réforme du système électoral. Le président de l'ACAJ, plaide plutôt pour la réforme du système électoral comme préalable à la mise en place du nouveau bureau de la Ceni. Ces tractations en cours excluent la participation des Eglises Catholique et protestante ainsi que plusieurs autres organisations de la société civile. Le secrétaire général de la Cenco prévient même qu'il ne sera pas question de laisser, une fois de plus, la médiocrité faire la loi en RDC. Pour la société civile, toute cette "machination" est orchestrée par le bureau sortant de la Ceni avec la bénédiction du bureau de l'Assemblée Nationale.

L'agenda genre est en marche en RDC avec le choix de Patricia Nseyi, au poste de 1e vice-présidente à l'assemblée nationale, selon le Cafco. « C'est un sentiment de joie, Cafco, en tant que plateforme de femmes, ne peut qu'applaudir cela. Nous saluons vraiment la volonté politique de l'UDPS en proposant Mme Patricia Nseyi à la tête de l'Assemblée nationale comme vice-présidente. Et nous osons croire que c'est l'agenda genre qui est en marche avec le leadership de nouvelles autorités », a déclaré la présidente de Cafco, Rose Mutombo Kiese.

Ituri : 10 morts dans une attaque au village Lengha par les miliciens Codeco. Selon le chef de la chefferie de Bahema Badjere, ces miliciens de la Codeco ont aussi procédé au pillage des biens et incendié plus de 100 abris de déplacés de guerre lors de cette attaque. Tous ces déplacés sont en errance et ne savent pas où fuir pour être à l'abri de cette milice. Cette autorité affirme avoir demandé plusieurs fois le déploiement des Fardc mais en vain. Ce qui suscite la colère de la population.

Programme 100 jours du président : 61 ONG du Nord-Kivu fustigent la lenteur et l'opacité des travaux. Soixante et une organisations de la coordination provinciale de la société civile du Nord-Kivu de la thématique « Bonne gouvernance »

exigent de la présidence de la République un audit indépendant sur l'exécution des travaux du programme de cent jours du Chef de l'Etat. Dans une lettre adressée au président de la République mardi 9 juin, ces ONG locales ont fustigé la lenteur dans l'exécution des travaux de construction des routes de la voirie urbaine de Goma et dans d'autres entités de la province. Ces organisations parlent également de l'opacité dans la gestion des fonds alloués à ces travaux par les sociétés ou entreprises attributaires. Elles demandent au président de la République de diligenter une enquête pour que la lumière soit faite sur les travaux de construction de la route Goma-Bunagana, long de 70 km. Ces travaux en arrêts depuis plus d'une année étaient exécutés par la société Syno-Hydro.

Lomami : les habitants de Kilembwe et Kabao se disputent une rivière poissonneuse. Tout a commencé lorsque quelques pêcheurs de la localité de Kaombo ont été surpris par les habitants de Kabao, en train de pêcher à la rivière querellée. Au cours des affrontements, un habitant de Kaombo a été décapité et son corps est introuvable. Les mêmes sources signalent que les habitants de Kabao ont même allumé le feu de brousse sur un grand espace dans l'intention d'incendier le village de Kaombo situé à moins d'un kilomètre de la rivière. Mais, le feu a été éteint avant d'arriver au village.

Mai-Ndombe : les élèves de Kutu ne suivent pas les enseignements à distance. « Les matières qui seront données aux examens ce sera les deux tiers de la matière du programme national. Mais il se fait qu'il y a un problème, au niveau d'ici, la plupart des écoles de nos milieux n'ont pas atteint deux tiers de la matière. C'est pourquoi nous demandons à la hiérarchie, qu'elle puisse recommander à toutes les autorités qu'ils puissent tenir compte aussi de la matière vue par les élèves de la sixième année. Sinon, on va assister à des résultats qui ne seront pas fameux à la fin de l'année. En tout cas, c'est déplorable! Le reste des provinces les enfants sont en train de suivre les cours à travers les radios, les télévisions. Mais le Mai-Ndombe, il y pas de cours », a déploré le coordonateur territorial de droits de l'homme de Kutu basé à Nioki.

Félix Tshisekedi nomme les mandataires de certaines entreprises publiques. Ainsi, par exemple, Richard Ilunga est nommé directeur général de l'Office nationale d'identification de la population (ONIP) alors que Laurent Batumona devient directeur général de la Direction générale de la dette publique (DGDP). A la RVA, le directeur général Abdallah Bilenge a été reconduit alors que Bienvenu Liyota est nommé président du conseil d'administration de la même régie. Les membres du conseil d'administration de la RVA: Bienvenu Liyota, Bilenge Abdallah, Juvenal Munubo, Trésor Kapuku Ngoy. A la DGI, Barnabé Mwakadi est désigné directeur général, DGA: André Nkoy Inziam. A la SCPT, José Makila est le nouveau président du conseil d'administration et Franklin Mabaya, directeur général.

Assemblée nationale : le Conseil d'état ordonne la suspension de l'élection du 1er vice-président. Le Conseil d'état a ordonné ce mercredi 10 juin la suspension de l'élection du premier vice-président de l'Assemblée nationale, prévue le vendredi 12 juin, en attendant la décision de la Cour constitutionnelle dans l'action initiée par Jean-Marc Kabund, en vue d'obtenir l'annulation de sa destitution. Jean-Marc Kabund, ancien premier vice-président, avait saisi cette haute juridiction administrative pour faire constater ce qu'il considère comme des irrégularités dans le processus du vote ayant conduit à sa destitution du poste de 1er vice-président de l'Assemblée nationale.

Jeudi 11 juin.

Coronavirus en RDC : le cumul des cas est de 4 515 dont 567 personnes guéries. Au total, il y a eu 98 décès. Par ailleurs, 125 nouveaux cas ont été confirmés mercredi 10 juin dont 84 à Kinshasa, 23 dans le Haut-Katanga, 17 au Sud-Kivu et 1 au Nord-Kivu. Cela sur les 655 échantillons testés et 375 cas suspects détectés après investigations. Aussi, 2 nouvelles personnes sont sorties guéries, 2 nouveaux décès des cas confirmés et 3 059 patients en bonne évolution. **Coronavirus en Ituri : le manque d'équipements et matériels fait défaut,** notamment les ambulances, les médicaments et l'absence de sites d'isolement aux frontières pour la prise en charge des patients en Ituri. La province dispose de 41 entrées avec l'Ouganda et le Soudan du Sud. Ce qui expose grandement l'Ituri à cette pandémie suite à la fluidité des trafics de véhicules transportant des marchandises. Parmi les cas positifs de Covid-19 déjà signalés en Ituri, la plupart sont des chauffeurs ou des commerçants en provenance de l'Ouganda. **Coronavirus au Nord-Kivu : 11 malades guéris.** Onze personnes ont été déchargées mercredi 10 juin au centre de prise en charge du Munigi en territoire de Nyiragongo. Ce qui porte au total 36, le nombre des personnes guéries au Nord-Kivu sur 52 personnes testées positives depuis le début de la pandémie.

La Cenco retire son candidat proposé au prochain bureau de la Ceni. Cela en vue de permettre la désignation de l'un des deux autres candidats des confessions religieuses restés en lice. La plate-forme des confessions religieuses s'est réunie lundi et mardi 9 juin à pour désigner son candidat commun à la Ceni. Après échange, il n'a pas été possible de dégager un consensus sur le choix d'un candidat sur les trois en lice. D'où la décision des Catholiques de retirer leur candidat.

Procès des 100 jours : début ce jeudi des plaidoiries. La dernière séance du 4 juin a été consacrée essentiellement à l'audition des témoins et a marqué la fin de la phase de l'instruction dans l'affaire Ministère public et partie civile contre Vital Kamerhe, Samih Jammal et Jeannot Muhima. Dans la procédure, la partie civile prendra la parole en premier pour soutenir les accusations du Ministère public et justifier les préjudices subis par la République à travers les actes posés par les prévenus. Le ministère public devra résumer, par la même occasion, les faits et présenter son réquisitoire final. Les prévenus prendront ensuite la parole pour présenter au tribunal leurs moyens de défense. Le tribunal accordera en dernier lieu la parole à chacun des prévenus avant d'ordonner la clôture des débats pour se prononcer dans un jugement dans le délai de la loi.

Le « Congo n'est pas à vendre » exige plus de transparence dans la sélection du prochain fabricant du passeport congolais. Le Contrat qui lie l'Etat Congolais à la société Semlex, dans la production des passeports expire ce jeudi 11 juin. Jimmy Kande, du Réseau Pan africain de lutte contre la Corruption et Membre de cette synergie, appelle également le gouvernement à lancer un appel d'offre pour plus de transparence dans la production des passeports.

Kananga : une ONG recense les cas des violences basées sur le genre. Par cette enquête de 7 jours, la structure voudrait analyser la situation de victimes de violences sexuelles basées sur le genre et l'implication de la justice dans la lutte contre l'impunité des auteurs.

Nord-Kivu : 7 000 filles mineures exploitées sexuellement et économiquement à Butembo, dans 1 375 maisons de tolérance dans la ville de Butembo, au Nord-Kivu. La cheffe de bureau du service Genre, famille et enfant, en a profité pour appeler à l'intervention des autorités et des organisations de défense des droits de l'enfant pour mettre fin à cette pratique.

Ituri : 150 véhicules bloqués sur la RN4 à cause du borbier. Le trafic est suspendu depuis mercredi 10 juin sur la route nationale numéro 4 qui mène vers Kisangani, à 25 km de Nyanya à la limite entre les territoires de Mambasa en Ituri et Bafwansende dans la Province de la Tshopo. A la base, un gros borbier qui bloque la circulation.

Kisangani : l'Unicef forme 200 personnes sur la surveillance de Coronavirus. Mais, aussi sensibiliser la population contre cette pandémie. Ces personnes sont issues des Associations des jeunes, des femmes, des Organisations de la société civile, des leaders religieux ainsi que des commerçants. L'organisation de cette formation est motivée par les risques de contamination notamment à la covid-19 que présentent la Nationale Numéro 4 et la voie fluviale reliant la Tshopo aux anciennes provinces de l'Equateur jusqu'à Kinshasa. Ceci en raison de l'intensification du trafic et des échanges commerciaux. D'où la nécessité de renforcer la surveillance.

Sud-Kivu : certaines communautés en conflit à Mikenge refusent d'intégrer le comité de résolution installé. Toutes les communautés locales en conflit Banyamulenge, Bafuliiru, Banyindu et Babembe avaient approuvé ce comité avant le déni de trois parmi elles. Ces trois communautés locales expliquent leur démission à la suite des nouvelles attaques du groupe d'autodéfense Twigwaneho contre le village de Katanda mardi 9 juin. La nouvelle est parvenue aux Fardc qui ont informé la Monusco. Ces communautés promettent de reprendre le dialogue si les miliciens arrêtaient toutes les attaques contre elles.

L'ACAJ "très déçue" de la nomination des mandataires des entreprises de l'Etat. Le président de cette ONG, Georges Kapiamba, appelle le chef de l'Etat à prendre toutes les dispositions afin de corriger cette erreur monumentale. L'article 12 de la constitution a été violé, étant donné que la constitution a interdit de politiser le portefeuille ainsi que les établissements publics. Ces nominations n'ont tenu compte que de la coalition FCC-CASH.

Kasaï-Oriental : lancement des travaux d'entretien sur la RN1, sur les tronçons Mbuji-Mayi-Mukamba, long de 93 Km, et Kabwe-Lukangu, distant de 50 Km, ont été lancés mercredi 10 juin par le gouverneur de province. Etant donné que ces tronçons relient la ville de Mbuji-Mayi à la capitale Kinshasa, les habitants du Kasaï-Oriental s'attendaient aux grands travaux de construction en terre battue.

Procès 100 jours: la partie civile requiert de Kamerhe et Jammal le paiement de 147 millions USD. La partie civile a fait une chronologie des faits pour signaler un rapprochement entre M. Kamerhe et Jammal ainsi que le plan du décaissement établi déjà du 1er janvier, avant le lancement des travaux du programme de 100 jours. « Le 06 mars, Samibo adresse une facture, non à l'autorité contractante, mais à la Présidence de la République 001 avec le montant dans le plan Kamerhe de décaissement », indique Me Coco Kayudi. Le 15 mars : imputation du dossier au ministère Urbanisme et Habitat. La vignette de paiement est établie au ministère des Finances: 14 millions USD. Le même 15 mars, le paiement est effectué à SAMIBO par la BCC (Swift), à RawBank au lieu d'EcoBank. Le ministre des Finances avait donc saisi le Gouverneur de la BCC et la société Samibo est servi, sans contrat, ni avenant. L'argent payé parvient dans le compte de

Jammal. Et les 18 mars et 19 mars, le compte est vidé. « Les chèques sont établis au nom des enfants Jammal », remarque Me Coco Kayudi. Selon la partie civile, Vital Kamerhe avait prémédité le détournement de plus de 47 millions de dollars en complicité avec Jammal Samih. **20 ans de prison requis pour Kamerhe et Jammal.** Le ministère public a requis 20 ans de servitude pénale pour Vital Kamerhe, en plus de confiscation de ses biens supposés acquis grâce à l'argent détourné du projet des maisons préfabriquées. Il a cité notamment des biens immobiliers acquis par l'épouse de Vital Kamerhe, Amida Shatur Kamerhe, ou sous les noms de Soraya Mpiana, belle-fille, et de Daniel Shangalume, cousin de Kamerhe. Il a aussi requis 20 ans de servitude pénale pour le Libanais, Jammal Samih ; tout comme Jeannot Muhima, qui doit être arrêté immédiatement. En outre, Jammal Samih devrait être refoulé dans son pays d'origine et interdit de regagner la RDC après avoir purgé sa peine. **Vital Kamerhe : « On n'a pas pu démontrer ici par une pièce irréfutable le détournement de Kamerhe ».** « On n'est pas en train de faire le droit ici. On est en train de faire de la politique. Ce procès est politique. On n'a pas pu démontrer ici par une pièce irréfutable le détournement de monsieur Vital Kamerhe. Kamerhe est ici en prison, et se pose la question de savoir comment et pourquoi il est ici ? J'étais convaincu qu'aujourd'hui on va me présenter finalement les pièces pour dire M. Kamerhe sur les 57 millions USD, voici, preuve à l'appui, ce que vous avez reçu. On ne doit pas supposer. On doit présenter», a expliqué Vital Kamerhe. Il fait remarquer qu'ils n'ont pas détourné avec M. Muhima l'argent destiné au dédouanement des maisons préfabriquées. Car ce dernier a remis toutes les pièces justificatives au comptable de la présidence. « Ce n'est pas moi qui suis attaqué, mais c'est le Président de la république. Je me pose la question en ce qui concerne la corruption. Vous supposez qu'on m'a corrompu parce que Shangalume est mon cousin ? Le pénal est individuel. Shangalume est responsable, c'est un père de famille, il est présumé innocent. On l'a torturé pour qu'il cite mon nom, mais en vain », a argumenté le directeur de cabinet du Président Félix Tshisekedi. **Procès de 100 jours : affaire prise en délibéré, le sort des prévenus fixé au 20 juin.** Quelques heures avant de clore les débats, les prévenus ont fait leurs dernières déclarations. Premier à prendre la parole pour son dernier mot, Jammal Samih, directeur général des sociétés Samibo et Husmal clame son innocence et plaide pour son acquittement. Vital Kamerhe, directeur de cabinet du Chef de l'État parle d'un procès politique et affirme qu'il cherche toujours à comprendre les raisons de sa présence en prison. Dernier à intervenir, Jeannot Muhima, chargé d'import-export à la présidence de la république clame également son innocence. Poursuivis pour détournement présumé des deniers publics, corruption et blanchiment des capitaux, les trois prévenus attendent donc de connaître leur sort le 20 juin.

Insécurité à Lubumbashi : la sénatrice Muyumba interpelle le ministre de l'Intérieur. Selon elle, les bandits armés opèrent à Lubumbashi et ses environs avec des armes lourdes, sans en être inquiétés. Ils pillent, violent et tuent la population innocente, qui a l'impression d'être en pleine guerre. Elle invite donc le ministre de l'Intérieur a apporté des explications notamment sur l'existence des hommes en uniformes parmi ces bandits armés, qui insécurisent le pays.

Nord-Kivu : le lac Edouard perd plusieurs espèces de poisson du côté congolais. Cette situation est la conséquence de la pêche illicite pratiquée par des Congolais, avec la bénédiction des services étatiques et la contrainte des Mai-Mai ouvrant dans la zone. La ministre provinciale en charge de la pêche et élevage au Nord-Kivu, dit être au courant de cette situation. Selon elle, des dispositions y afférentes sont en cours de traitement, avec d'autres ministères des secteurs impliqués dans la question.

Kwilu : la société civile d'Idiofa dénonce l'insécurité grandissante. La criminalité juvénile bat son plein dans le territoire d'Idiofa, en province du Kwilu. Les jeunes gens, réunis en groupes appelés communément « bases », commettent beaucoup d'actes de vandalisme et troublent la quiétude de paisibles citoyens. La société civile propose la destruction de toutes ces « bases » et l'arrestation de tous ces inciviques qui commettent différents crimes en inquiétant la population.

Le SYLAM recense 267 victimes d'explosifs de guerre dans l'Ituri, le Nord et Sud-Kivu. « Il y a encore aujourd'hui beaucoup des restes d'explosifs de guerre. Vous pouvez voir dans ces territoires, qui ont connu des guerres et qui connaissent des mouvements armés et des mouvements des rebelles, vous pouvez voir des grenades, des mortiers, des roquettes, des munitions abandonnées tirées et qui n'ont pas explosés et puis jetés au passage dans les zones en conflits. Et les zones en conflits aujourd'hui, c'est presque tous les territoires du Nord-Kivu et le territoire de Kalehe. Et principalement aujourd'hui, nous travaillons dans Kamango dans le territoire de Beni, donc Kamango et ses environs » Le coordonnateur national de SYLAM affirme par ailleurs que son organisation éprouve des difficultés, entre autres l'insécurité qui sévit dans ces zones.

Ituri : plusieurs quartiers de Bunia dans le noir. Les victimes déplorent les conséquences de cette coupure d'électricité notamment à l'hôpital général de Bunia, où trois nourrissons sont morts, faute d'oxygène. D'autres abonnés de la Sokimo fustigent le monnayage de l'électricité de bonne qualité. Selon leurs témoignages, certains sont obligés de déboursier entre 150 et 350 dollars américains pour être connectés sur des lignes dites spéciales.

L'Assemblée nationale maintient l'élection du successeur de Kabund malgré le verdict du Conseil d'Etat. L'Assemblée nationale a décidé jeudi 11 juin de faire appel de la décision du Conseil d'Etat ordonnant d'interrompre le processus électoral pour la succession de Jean-Marc Kabund au poste de 1er vice-président de cette institution. Elle maintient l'élection prévue pour vendredi 12 juin au Palais du Peuple.

Vendredi 12 juin.

Coronavirus en RDC : 4 637 cas confirmés dont 4 186 à Kinshasa. Au total, il y a eu 101 décès et 580 personnes guéries. Selon le bulletin du secrétariat multisectoriel de la riposte contre le Coronavirus publié vendredi 12 juin, sur 579 échantillons testés, 122 nouveaux cas ont été confirmés à Kinshasa. En outre, 513 cas suspects détectés après investigations ; 13 nouvelles personnes sorties guéries ; 3 nouveaux décès des cas confirmés et 3 197 patients sont en bonne évolution.

Covid-19 : MSF constate la baisse de fréquentation dans les structures sanitaires. MSF appelle les autorités sanitaires à veiller à ce que chaque structure – qu'elle soit identifiée ou non pour la prise en charge des patients COVID-19 – dispose des circuits et des équipements de protection individuel en quantité et qualité suffisante afin que le public et le personnel soignant puisse y accéder en toute confiance, sans risque de contamination ni de propagation de maladies. Selon les premières analyses effectuées par les équipes de Médecins sans Frontières (MSF), une baisse alarmante des taux de fréquentation des structures de santé de la capitale serait en cours et s'expliquerait notamment par le fait que de nombreux Kininois redoutent soit d'être infectés par le virus en se rendant dans les structures sanitaires soit d'être isolés et stigmatisés, rapporte le communiqué.

Coronavirus au Kwango : le cas testé positif est suivi et ses contacts retracés. La ministre provinciale en charge de la santé de la province a affirmé que l'unique cas confirmé de Coronavirus dans la province était un cas bénin, isolé à domicile en respectant les gestes barrières. Il précise qu'au total quinze contacts de ce cas ont été retracés et vont être suivis pendant quatorze jours. Les relais communautaires sont en train d'être formés pour faire ce travail de suivi des contacts. « **Coronavirus-Ebola, la population de Beni doit maintenir le cap** », selon le maire. Tout en félicitant la population d'avoir eu un comportement responsable pendant cette période de crise, l'autorité urbaine l'appelle à poursuivre l'observation de toutes les mesures édictées par les professionnels de santé et les autorités, jusqu'à la déclaration de la fin de ces maladies dans la région. En rapport avec Ebola, il s'est réjoui qu'après 42 jours, il n'y ait pas de nouveaux malades.

Coronavirus au Sud-Kivu : le BDOM apportera un appui nutritionnel aux malades. Le directeur du Bureau Diocésain des Œuvres Médicales (BDOM)-Bukavu, a déclaré que son institution apportera un appui nutritionnel aux malades de Covid-19 et aux personnes en état d'isolement. Selon lui, le BDOM-Bukavu s'engage également dans la campagne de sensibilisation communautaire de lutte contre le coronavirus. Toutes ces activités seront menées pendant six mois avec le financement de plus de 600 000 USD de la coopération Suisse à travers Caritas Congo. Il espère un changement de comportement de la population pour combattre la propagation du coronavirus au Sud-Kivu.

Covid-19 en RDC : le taux de létalité est passé de 11 à 2,5%. Le ministre de la Santé, Eteni longondo, a assuré qu'à ce jour, la pandémie de Coronavirus semble être maîtrisée en RDC avec une létalité autour de 2,5% alors qu'elle était de 11% en mars dernier. Il l'a déclaré jeudi 11 juin au cours de son audition à l'Assemblée nationale sur la gestion et la lutte contre la Covid-19. Les questions des députés ont porté sur la gestion de la riposte de la pandémie de Coronavirus, la communication adaptée, le budget de la riposte, la prise en charge des malades, le niveau d'engagement du personnel soignant, la faiblesse du système congolais, les infrastructures médicales, la porosité des frontières congolaises. Le ministre de la Santé a sollicité 48 h avant de venir répondre aux questions des députés nationaux.

RDC-Angola : le Kasai et Lunda Norte vont organiser des patrouilles mixtes à la frontière. A en croire le ministre provincial, des patrouilles mixtes impliquant les forces de l'ordre congolaises et angolaises vont être organisées «tout au long de la frontière pour voir quelles sont les personnes qui entrent irrégulièrement et celles qui retournent irrégulièrement». Lors de la rencontre de Kamako, les autorités du Kasai et de Lunda Norte ont également discuté de l'épineuse question de l'expulsion des Congolais d'Angola. Depuis le mois d'avril dernier, l'Angola expulse des Congolais en situation irrégulière sur son sol. Des témoignages font état des traitements dégradants infligés aux personnes expulsées.

Le comité de suivi des violations des droits de l'homme recommande la non utilisation des armes létales dans toutes les manifestations autorisées ou non à Beni. « Nous avons demandé à ce que le commandant de la police, le commissaire supérieur de la ville de Beni mettent en place un mécanisme qui va nous éviter des dérapages à chaque fois qu'il y a une manifestation dans la ville de Beni, mais aussi à la population de respecter la constitution », a fait savoir Me Jackson Kisenga, coordonnateur de l'ONG Great Lakes Human Right Program, à l'issue de cette réunion.

Kwilu : élaboration du plan d'urgence provincial. Ce plan constitue un guide devant permettre à la province du Kwilu de résoudre les problèmes d'ordre socio-économique qui rongent cette partie du territoire national congolais pendant cette période de crise sanitaire. Selon le vice-gouverneur le Kwilu perd actuellement près de 80% de sa production de recettes propres par mois. Cela suite à la suppression des postes de perception des taxes décidées par le pouvoir central à cause de la

pandémie à coronavirus en RDC. Cette situation met en difficulté la province pour financer les activités de son développement économique et pour payer régulièrement ses agents.

Nord-Kivu : pose de la première pierre de la construction du bâtiment de la société civile de Beni. La construction de ce bâtiment est financée par la Monusco à hauteur de 33 000 USD. A cette occasion, le chef de bureau de la Monusco/Beni, Josiah Obat a émis le vœu de voir cet espace aider la population à mieux coordonner leurs efforts pour la cause de la paix.

Nord-Kivu : la Monusco remet du matériel mobilier pour l'équipement du Parquet près le Tribunal de paix de Nyiragongo. L'ensemble de ces matériels est évalué à 40 000 USD au bénéfice de ce parquet secondaire construit en 2019 par la Monusco. Reste que l'insécurité est récurrente dans le territoire de Nyiragongo. D'où, la demande des autorités judiciaires à leur hiérarchie du Nord-Kivu et de la RDC, de faire leur part dans la sécurisation du territoire.

Procès 100 jours : les partisans de Kamerhe sollicitent l'implication de la communauté internationale. Dans un mémorandum déposé vendredi 12 juin à la Monusco-Bukavu, les partisans de Vital Kamerhe sollicitent l'implication de la communauté internationale dans le procès opposant leur leader à la République. "Nous, ayant suivi le déroulement du procès ouvert contre Vital Kamerhe, regrettons que jusqu'à ce jour, la Monusco est restée silencieuse face au complot monté contre [Kamerhe] détenu injustement à la prison centrale de Makala depuis le 8 Avril 2020 et dont la liberté provisoire lui a été refusée plus de huit fois. Tenant compte de la mission de stabilité dévolue à la Monusco, le mouvement Kamerhe libre et les femmes du Sud-Kivu demandent à la communauté internationale à travers la Monusco de s'investir officiellement pour la libération définitive de Vital Kamerhe à Makala pour la stabilité et l'unité du pays. Enquêter sur les violations des droits de l'homme par les agents de l'ordre causant des blessés et des arrestations arbitraires pendant les manifestations de soutien à Vital Kamerhe au Sud-Kivu ", tel est l'extrait du mémo lu par Anaclet Zihalirwa Baharhani, un des manifestants.

Kongo-Central : l'Unicef remet 250 postes récepteurs à Mbanza-Ngungu pour l'accompagnement de l'enseignement à distance. Ces 250 radios viennent à la rescousse de près de 30 pourcents de familles dites démunies, dénombrées le 20 mai 2020 parmi les 10 000 lors du déploiement des évaluateurs dans les ménages basés dans la province éducationnelle Kongo-Central 2. Cette dernière couvre 3 territoires : Mbanza-Ngungu, Songololo et Luozi. Ce type de récepteur remis par l'Unicef est adapté à un usage rationnel pour les milieux ruraux.

Félix Tshisekedi et Jeanine Mabunda échangent sur la stabilité des institutions. « Le Chef de l'État qui suit de très près les péripéties de la vacance à la vice-présidence de l'Assemblée nationale, tient à la stabilité des institutions. Il ne doute pas d'une issue heureuse de cette question rapporte la presse présidentielle », rapporte la presse présidentielle. En ce qui concerne la désignation des nouveaux membres de la Commission électorale nationale indépendante, le Chef de l'Etat se dit aussi confiant quant à l'aboutissement heureux de ce processus.

Pas d'année blanche dans les universités de la RDC. Il n'y aura pas d'année blanche dans les universités et instituts supérieurs congolais, car le gouvernement va bientôt autoriser la reprise des cours dans les provinces non infectées par la COVID-19, a assuré le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), Thomas Luhaka, jeudi 11 juin à l'Assemblée nationale. « Les provinces atteintes reprendront les cours en ligne d'abord et la suite sera dictée par l'évolution de cette pandémie », a indiqué Thomas Luhaka, qui revenait à la commission socioculturelle après y avoir été le 9 juin pour répondre aux multiples questions des députés.

Des policiers déployés en Ituri réclament le paiement d'arriérés de leurs soldes. Une dizaine de policiers déployés en Ituri réclame le paiement de plusieurs mois d'arriérés de leurs soldes. Ces arriérés s'élèvent, pour certains d'entre eux à trois mois et à huit mois, pour d'autres. Dans une déclaration faite jeudi 11 juin à Radio Okapi, ils affirment avoir mené des démarches auprès de leurs autorités hiérarchiques sans succès. Les représentants de ces policiers, déclarent qu'ils n'arrivent plus à payer leur loyer ou subvenir aux besoins de leurs familles. Ils demandent à leur hiérarchie de résoudre ce problème.

Kananga : les enseignants des écoles kimbanguistes dénoncent les frais de « Nkamba » soutirés sur leurs salaires. Les enseignants s'indignent de constater qu'il leur est demandé de verser les frais de « Nkamba » (NDLR : cité sainte de l'Eglise créée par le prophète Kimbangu) sur leur salaire du mois de mai 2020. L'un d'eux estime que la pratique est illégale, car cette ponction qui s'élève à 5 USD, s'opère chaque année scolaire entre le mois de septembre et celui d'avril. Interrogé, le coordinateur provincial des écoles conventionnées kimbanguistes, indique que ces enseignants ont souscrit à l'acte d'engagement qu'ils doivent simplement respecter.

L'Assemblée nationale ajourne l'élection de son 1er vice-président, initialement prévue pour ce vendredi 12 juin, pour remplacer Jean marc Kaund récemment déchu. La présidente de la chambre basse du Parlement, Jeanine Mabunda, a annoncé cette décision aux députés ce même vendredi. Cette décision a été prise après son échange avec le président Félix Tshisekedi.

Avant l'arrivée de Jeanine Mabunda à l'Assemblée nationale, les policiers ont empêché aux députés d'accéder à l'hémicycle. Ce qui a suscité la colère des élus du peuple. « La décision de maintenir l'élection du 1er vice-président de l'Assemblée nationale ce jour, n'émane ni de la présidente, ni du Bureau. Cette décision résulte d'une résolution de la plénière souveraine, en date du jeudi 11 juin 2020, qui est un acte ne pouvant faire l'objet d'une décision de justice », explique l'Assemblée nationale. La présidente de la chambre basse du Parlement affirme, dans son adresse aux députés, que les conditions sécuritaires ne permettent pas aux députés de travailler dans la sérénité. « Si les forces de sécurité encerclent le bâtiment de l'Assemblée nationale, qui est inviolable, il est irresponsable de demander aux députés de se prononcer aujourd'hui sur l'élection de la vice-présidence de l'Assemblée nationale. Matériellement, le dispositif qui est mis en place, indépendamment de notre volonté, ne nous permet pas de nous réunir aujourd'hui », a argumenté Jeanine Mabunda. Selon le porte-parole des présidents des groupes parlementaires, Didier Manara, la police est intervenue à la demande du procureur général près le Conseil d'Etat, qui lui a ordonné de faire exécuter la décision de cette haute juridiction du pays annulant la déchéance de M. Kabund et suspendant l'exécution du calendrier électorale de l'Assemblée nationale.

Le parlement d'enfants de Beni invite le gouvernement à mettre fin au travail des enfants. Pour le parlement d'enfants dans la ville de Beni (Nord-Kivu), il ne suffit pas seulement de parler de refus du travail des enfants, mais surtout mettre en pratique ce refus. Selon le coordonnateur du parlement d'enfant dans la ville de Beni, Joël Kavuya, cet appel s'adresse au gouvernement ainsi qu'aux partenaires œuvrant dans la protection de l'enfant. Pour lui, le gouvernement et l'Unicef doivent mettre en pratique ce qu'ils déclarent.

Nord-Kivu : les Fardc paient les factures des soins de 65 femmes à Rutshuru. Selon le porte-parole de l'opération Sokola 2, cet acte exprime d'une part une compassion envers la population de Rutshuru, mais aussi c'est pour sensibiliser cette population à collaborer avec son armée. Les Fardc sont en opération « de grande envergure » contre nombreux groupes armés dans le territoire de Rutshuru, depuis près de trois mois. C'est la première fois que l'armée assiste la population de cette manière à Rutshuru, selon une source hospitalière.

Mbandaka: le coordonnateur humanitaire recommande le respect des mesures contre la COVID-19 et Ebola. « Mon message à la population ici, c'est de prendre des mesures de précaution. On a deux pandémies ici : la COVID-19 et Ebola. C'est une situation très dangereuse. Il faut suivre les réglementations nationales : garder une distance entre les habitants, porter des masques, se laver des mains et respecter les recommandations du ministre de la Santé », a exhorté David McLachlan-Karr, le représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU et coordonnateur humanitaire. Il a aussi visité les différents sites de prise en charge et de vaccination contre la maladie à virus Ebola et le Centre de traitement d'Ebola en construction. Il a aussi recommandé au personnel médical et autres intervenants dans la riposte à Ebola de se faire vacciner.

Samedi 13 juin.

La persistance des conflits armés sape les efforts de répondre aux défis de la COVID-19. François Louncény Fall, représentant spécial pour l'Afrique centrale et chef du Bureau régional des Nations unies pour cette région rappelle qu'un certain nombre de conflits dans la sous-région se poursuivent, en dépit de l'appel lancé par le Secrétaire général des Nations unies le 23 mars pour un cessez-le-feu mondial : « J'appelle donc les acteurs régionaux, dont l'Union africaine et la CEEAC, ainsi que les partenaires internationaux, à renforcer leur coopération et à mobiliser les ressources nécessaires pour vaincre la LRA ». Il note aussi que l'Afrique centrale continue de faire face à de nombreux défis : « La COVID-19 devrait amplifier ces défis dans des proportions que nous ne pouvons pas encore évaluer avec exactitude pour le moment ».

15 ans de prison requis contre les DG de l'OVD, Foner et Sococ. Ce réquisitoire du ministère public est intervenu après les plaidoiries de la partie civile, la RDC. Fulgence Bamaros du Foner est poursuivi pour détournement présumé de 12 500 000 USD destinés aux travaux de voiries dans les villes de Goma et Bukavu que devait réaliser Sococ. Selon le parquet général, cet argent était logé à la banque TMB pour le compte de la Sococ, sous forme de traite. Il s'est retrouvé entre les mains de Bamaros sans traces, ni facture, ni réception des travaux visibles dans les livres de caisse de l'OVD, d'après le ministère public. A Benjamin Wenga de l'OVD, il est reproché sa participation active à la commission, par le directeur général de la Sococ, de l'infraction de détournement des fonds en signant avec lui un contrat de 30 millions de dollars, alors que cette société n'avait pas encore exécuté en mode de préfinancement les travaux de voiries. Dans leurs répliques, les avocats des prévenus contredisent le parquet et la partie civile. D'après eux, tous les travaux préfinancés ont été bel et bien

exécutés. Des chantiers ont été ouverts depuis le 1er mai 2019 et certains ouvrages sont déjà visibles. Ils invitent la partie accusatrice à les visiter sur le terrain. Ils plaident ainsi pour l'acquittement de leurs clients sans préjudice à réparer.

Matadi : des avocats des mouvements citoyens auteurs de la plainte contre le gouverneur subissent des menaces. Ces menaces, selon eux, font suite à une plainte de la Synergie des mouvements citoyens déposée mercredi dernier au parquet général près la cour d'appel de Matadi contre le gouverneur du Kongo-Central. Ces mouvements citoyens l'accusent de l'usurpation de pouvoir, outrage au public et attente aux bonnes mœurs ainsi que de rébellion pour n'avoir pas démissionné de son poste. Les avocats conseils de la Synergie des mouvements citoyens se disent être victimes des incursions des hommes cagoulés non identifiés dans leurs domiciles. Ils reçoivent aussi des appels anonymes menaçants.

De nombreux villages de Masisi se vident à la suite des combats entre groupes armés. Ces affrontements, qui opposent les combattants de NDC-Rénové de Guidon à ceux d'une coalition de l'APCLS de Janvier Kalahiri et Nyatura de Jean Marie, ont éclaté jeudi soir et se sont poursuivis toute la journée de vendredi, indiquent des sources administratives locales. Selon ces sources, les villages Myandja, Mabambya, Bukombo et Bonde, dans le groupement Bafuna se vident de leurs habitants. Les déplacés se dirigent vers le chef-lieu du territoire de Masisi ou vers les agglomérations de Loashi et Nyabyondo.

Plus de 2000 ex-miliciens bouclent leur formation à Kaniama Kaseke. Parmi eux, se trouvent plusieurs femmes. Ces ex-miliciens ont été formés entre autres à l'engagement aux bonnes valeurs civiques et patriotiques et aux travaux de reconstruction du pays ; en l'occurrence l'agriculture.

Lamuka consternée par des manœuvres de désignation du nouveau président de la Ceni. Martin Fayulu, Moise Katumbi, Jean Pierre Bemba et Adolphe Muzitu, les 4 leaders de Lamuka saluent la position de fermeté de certains hommes de Dieu et les encouragent à privilégier d'abord la réforme de la Ceni et d'autres réformes institutionnelles avant la désignation de ses animateurs. Ils insistent : « nous ne ménagerons aucun effort afin que la Ceni et les autres institutions concernées par les élections, qui ont perdu toute leur crédibilité soient restructurées et animées par des personnalités d'une intégrité irréprochable afin de rassurer le souverain primaire quant à l'organisation des élections crédibles, transparentes démocratiques et apaisées ».

Lamuka exige un audit financier de la Ceni pour faire la lumière de la somme de près d'un milliard de dollars dépensés pour l'organisation des élections « chaotiques de 2018. »

Dimanche 14 juin.

Coronavirus en RDC : 4777 cas confirmés, 600 personnes guéries. Au total, il y a eu 107 décès ; 54 nouveaux cas ont été confirmés, dont 46 à Kinshasa et 8 au Kongo Central pour la journée de samedi 13 juin 20

Le gouvernement réserve le budget prévu pour la fête du 30 juin aux personnels soignants et aux Fardc. Le Président de la République a engagé le gouvernement à réserver le budget qui avait été prévue pour la fête du 30 juin aux personnels soignants au front dans le cadre de la riposte contre la Covid-19, ainsi qu'aux forces armées en guise de prime pour leurs actes de bravoure et d'héroïsme. C'est ce qui ressort du compte rendu du Conseil des ministres rendu public samedi 13 juin. Les ministres ont aussi échangé sur l'urgence d'une communication efficace et ordonnée sur la pandémie y compris dans les langues nationales. Il a été fait état de la redéfinition des raisons d'être du confinement, les perspectives d'un deconfinement progressif, l'obligation de l'évaluation des mesures de la riposte, la transparence dans la gestion financière de la pandémie.

Le FCC préoccupé par le recours abusif à la puissance publique pour régler des conflits inter ou intra institutionnels, là où des règles du jeu sont claires, fixées par la Constitution et les lois de la République existent. Le FCC exige que soient immédiatement mis fin à ces pratiques de triste mémoire, qui constituent un recul par rapport aux avancées démocratiques engrangées par le pays au cours des dernières décennies, et que leurs auteurs soient sanctionnés conformément à la loi.

Le gouvernement examine la possibilité de racheter la résidence de Papa Wemba. Ce rachat se justifie par le fait que le gouvernement prend en considération l'« aura de cet artiste de renom, qui a porté haut l'étendard de la musique congolaise ». Selon le compte rendu du Conseil des ministres, la résidence ainsi mise en vente deviendra, après les travaux d'aménagements appropriés, un musée où sera installé un studio d'enregistrement.

Mongala : Le ministre de l'Intérieur ordonne la réouverture des 4 radios fermées par le gouverneur de la province. C'est un bref message officiel d'environ 7 lignes. Il est signé en date du 10 juin dernier par le Vice-premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires Coutumières. Avec un ton impératif, sur la fermeture des 4 radios de la ville de Bumba, Gilbert Kankonde a exigé au gouverneur de la Mongala Crispin Ngbundu la réouverture sans autre forme de procès des dites chaînes de la ville de Bumba restées aphones depuis le 26 mai dernier. D'après JED, « avec la libération, depuis le 4 juin dernier, du journaliste Fabrice Ngani de La Voix de Bumba [arrêté et libéré le 4 juin], c'est un signal fort pour le respect de la liberté de la presse, mais aussi pour la fin des abus de pouvoir des autorités provinciales contre les médias ».

Nord-Kivu : Cordaid dénonce la non-affectation des fonds de redevances minière aux communautés locales. Le rapport de Cordaid fait le bilan de la gestion de la quotité de 15% réservée aux Entités Territoriales Décentralisées (ETD) pour le développement local, deux ans après la promulgation du code minier révisé en RDC. Globalement, indique le rapport, les redevances minières ont généré, au cours de l'année 2019 au Nord-Kivu, environ 3 millions 720 mille dollars américains. Le député provincial Prince Kihangi déplore ce retard mais aussi, il pense que le problème se poserait au niveau de la capacitation des chefs des ETD par rapport à la gestion de ce fonds. Dans la province du Nord-Kivu, 6 entités territoriales bénéficient de ces contributions des sociétés minières industrielles, notamment les territoires de Masisi, Walikale et Lubero.

« **La RDC a commis une erreur de fermer ses portes au FMI sur la gestion des finances publiques** », Adolphe Muzito. D'après lui, cette situation a engendré l'inertie économique avec comme conséquence la crise sociale en cours. « L'annulation d'une importante partie de la dette publique aurait dû permettre à la RDC de stimuler sa production par un nouvel endettement, afin de créer des richesses pour sa population », indique Adolphe Muzito. Malheureusement, selon lui, le pays s'est satisfait de ce qu'il qualifie de « ménopause économique » qui ne lui a pas permis de créer des opportunités de valorisation des ressources de son sol, sous-sol et humaines. L'ancien premier Ministre explique que le pays a un budget de 5,5 milliards de dollars américains. Alors que les défis sont de l'ordre de 50 milliards de dollars américains, au minimum, pour les besoins en infrastructures de base. Selon lui, ce gap ne peut être comblé que par le recours au marché financier international.

Sankuru : Un groupe de 15 militaires accusés de tracasseries et tortures à Tshumbe. Le député national Emery Okundji élu du territoire de Lubefu alerte le ministre congolais de la défense, sur des atrocités caractérisées par des extorsions, coups et blessures, et arrestations arbitraires qui seraient commises par un groupe de 15 militaires dans la cité de Tshumbe et ses environs depuis bientôt un mois. Le commandant du bataillon Fardc province de Sankuru, affirme que si ces militaires se retrouvent à Tshumbe, c'est juste pour interpellier les coupeurs de route et autres militaires incontrôlés en provenance de Kindu

Nord-Kivu : l'agglomération de Kinyandoni, en territoire de Rutshuru vidée de ses habitants. Plusieurs cas de meurtre et kidnapping y ont été enregistrés les deux dernières semaines, affirme le député Elie Nzaghani. Le porte-parole de Sokola 2 affirme pour sa part que la traque de ce groupe armé est déjà en cours. Cette insécurité entretenue par le présumé groupe armé Nyatura, affecte les relations de cohabitation entre les communautés Nande et les Hutus vivant dans cette agglomération.

Ituri : la cheffe du village Ndeisa dans le territoire de Mambasa tuée. C'est vers deux heures locales ce matin que des hommes armés non identifiés ont fait incursion dans le village Ndeisa situé à 4 km de Lolwa dans le groupement Babila-Bayaku. Des bandits ont tiré plusieurs coups de feu en l'air. Puis, ils ont forcé la porte de la maison de madame Tilingi Ilyata, cheffe du village Ndeisa avant de lui loger une balle dans la poitrine.

La Symocel recommande la suspension des réunions sur la désignation des futurs animateurs de la Ceni. Bishop Abraham Djamba, de la Synergie des Missions d'Observation Citoyenne des Elections (Symocel) dit constater avec surprise que l'honorable président de l'assemblée nationale, a invité la plateforme des confessions religieuses à désigner les membres de la Ceni avec devoir de les présenter au bureau de l'assemblée nationale avant la clôture de la session en cours. Pour ce faire, il recommande au président de la République, d'impulser la réflexion nationale sur les réformes électorales, avant la session de septembre 2020. Enfin, il demande au peuple congolais, de se mobiliser pour éviter la confiscation de son droit de participer à toutes les phases du processus électoral en commençant par les réformes électorales préalables.

Beni : Interdiction de toutes les marches et manifestations sur l'étendue de la ville. Le Maire intérimaire de Beni justifie sa décision par le souci de faire exécuter la mesure du Chef de l'Etat portant proclamation de l'Etat d'urgence sanitaire sur toute l'étendue du pays. Depuis quelques jours, des groupes de jeunes notamment ceux du groupe de pression

« La Veranda Mutsanga » organisent des manifestations à Beni pour réclamer le changement du Maire et du commandant de la police à Beni. Ils disent reprocher à ces deux personnalités, l'inefficacité pour mettre fin à l'insécurité dans cette ville.

Beni : 46-ème jour consécutif sans nouveau cas confirmé d'Ebola dans la ville. Aucun cas confirmé n'est également hospitalisé dans les Centres de Traitement Ebola de Beni depuis la résurgence de l'épidémie dans cette ville en date du 10 Avril 2020. « Les équipes de riposte contre Ebola à Beni poursuivent normalement leur travail de terrain », précise le bulletin.

Le sénateur Pierre Lumbi est décédé, secrétaire général d'Ensemble pour le changement et ancien conseiller spécial en matière de sécurité de Joseph Kabila est décédé ce dimanche 14 juin à Kinshasa. Figure marquante de la société civile zaïroise des années 90 contre la dictature de Mobutu, Pierre Lumbi a été plusieurs fois ministre. Elu sénateur du Sud-Kivu en 2016, s'était fixé comme objectif, pendant son quinquennat, la restauration de l'autorité de l'Etat dans la province du Sud-Kivu. Il décrivait cette province comme une entité déchirée notamment par les guerres et conflits intercommunautaires.

La demande de l'augmentation des émoluments des députés date de septembre (Officiel). Dans sa mise au point, le rapporteur de l'Assemblée nationale indique que la démarche n'est pas nouvelle : « De toutes les années, les députés ont toujours demandé à l'exécutif d'améliorer les conditions de vie et de travail des enseignants, militaires et magistrats, pourquoi les leur ne doivent pas être améliorées ? », s'interroge Célestin Musao Kalombo. Il précise que la dernière demande d'augmentation des salaires des députés date de septembre 2019 et a même déjà été programmée dans le budget 2020. La demande d'augmentation des émoluments des députés nationaux en ajoutant 2000 USD à chaque élu a été dénoncée par plusieurs organisations de la société civile qui estiment qu'il s'agit d'égoïsme des parlementaires.

Le député Christian Mwando plaide pour l'allègement des taxes qui asphyxient les opérateurs miniers. « Vous savez que la chine et l'Europe ont fermé leurs frontières. Donc ces entreprises ne vendent plus. Le taux d'achat pour le cuivre est passé de 8000 USD à 5000 USD. Donc, ces entreprises ont perdu 40% de leur marge et il est important aujourd'hui, pour maintenir une décision saluée par tous de maintenir le personnel, le ministre des Mines doit savoir que les entreprises qui ont par exemple 1% de teneur sont en difficulté (...) Les sociétés miniers ont au moins 12 taxes entre autre la redevance minière, les taxes sur l'exportation, les taxes sur l'importation, la taxe sur la transformation locale des produits miniers, la taxe sur le personnel,... Donc c'est autant des taxes qui pèsent sur ces entreprises et dont aucune n'a été allégée. Pendant la période de covid-19, jusqu'au rétablissement du coût de cuivre autour de 7000 USD la tonne, le gouvernement doit pouvoir supprimer ou alléger certaines de ces taxes par rapport aux négociations que le gouvernement doit ouvrir avec les sociétés minières ».

Lundi 15 juin.

Coronavirus en RDC : 13 guéries, 3 197 patients en bonne évolution. Malgré cela, 59 nouveaux cas ont été confirmés; dont 51 à Kinshasa, 6 au Kongo-Central et 2 à la Tshopo; 5 nouveau décès des cas confirmés et 314 cas suspects détectés après investigations ; le cumul des cas est de 4.837. Au total, il y a eu 112 décès et 613 personnes guéries. **Coronavirus au Kongo-Central : un laboratoire opérationnel pour analyser les échantillons à Matadi.** L'Institut National de Recherches Biomédicales (INRB), a autorisé le laboratoire de l'hôpital provincial du Kongo-Central, une semaine après l'étude de qualité qu'il a effectuée sur le premier résultat produit par ce laboratoire de Matadi. Pour le directeur de ce laboratoire, Patcheco Matumueni, depuis vendredi, 120 échantillons avec 35 positifs ont déjà été testés. **Coronavirus à Kinshasa : le comité multisectoriel encourage le dépistage collectif au sein des institutions.** Il s'agit d'une mesure préventive qui permet de mettre sous traitement ou d'isoler ceux qui seraient éventuellement affectés. Selon l'expert en santé publique et membre du secrétariat technique du comité multisectoriel de la riposte à Covid-19, en prévision du déconfinement qui pointe à l'horizon, ce serait important de savoir, lorsque les gens vont venir se retrouver dans des institutions pour travailler ensemble. Le dépistage collectif ou massif a déjà eu lieu au sein de la présidence de la République, de l'état-major de la Police nationale congolaise (PNC) de Kinshasa et dans certaines entreprises privées de Kinshasa. **Coronavirus : le FNSCC dispose de 1.500.000 USD pour la lutte de la pandémie.** Le coordonnateur du Fonds national de solidarité contre le coronavirus (FNSCC) a plaidé pour la décentralisation des centres de dépistage volontaire à Kinshasa et en provinces. **Coronavirus à Kindu: NAD sensibilise la population sur le danger de la pandémie.** Selon le responsable urbain du parti politique Nouvelle Alliance des Démocrates (NAD) le parti va sensibiliser, porte à porte, pour éveiller la conscience de la population de Kindu sur le danger que présente la pandémie, également mettre un frein à l'intox qui déroute la population sur l'existence de la COVID-19 et inviter la population à respecter les mesures prises par les autorités sanitaire.

Ituri : trois villages se vident de leurs habitants, après le meurtre de six personnes. Les villages de Ndjala, Jili et Logari dans le secteur de Walendu Djatsi, en territoire de Djugu (Ituri) sont totalement vidés de leurs populations dimanche 14 juin, après l'attaque par des hommes non identifiés à l'arme blanche la nuit de vendredi à samedi 13 juin. Selon Benjamin Ngabu, un activiste des droits de l'homme qui se trouve dans la région : « Ils ont attaqué ces villages en incendiant des maisons d'abord et en même temps, ils ont tué six personnes dont deux femmes. La population a fui dans le secteur de Walendu Pisti surtout dans les groupements Dz'na, Djukpa et vers Fataki ». Il appelle à un déploiement rapide des forces de sécurité dans ces villages pour permettre à cette population de retourner dans leurs milieux d'origine.

Haut-Katanga : 4 personnes tuées à Lubumbashi. Pour les habitants de la cellule Basembe, dans la commune de Lubumbashi, il s'agit de bandits en uniformes de la police qui ont opéré dans ce quartier. Le bilan fait état de quatre morts dont trois garçons parmi ceux qui font l'auto défense, indiquent-ils. Le quatrième corps aurait été emporté par ces bandits. Ce qui a engendré une vive tension dimanche dans ce quartier.

Nord-Kivu : les Maï-Maï se rendant à Lubero, un fardeau pour la population. Ils se sont rendus auprès des Fardc basées dans la région. Cependant, leur prise en charge pose problème. Selon le coordonnateur provincial de la Commission Interprovinciale d'Appui au Processus de Démobilisation, Désarmement et Réinsertion Communautaire au Nord et Sud-Kivu, il s'agit de huit éléments qui se sont rendus avant la date convenue pour leur reddition et il ajoute que pour l'instant, sa structure n'est pas encore prête sur le plan logistique pour assurer leur prise en charge. Entre temps, c'est la population locale qui en paie le prix.

Sud-Kivu : une vive tension à Mikenge, après deux attaques ciblant des vaches appartenant aux déplacés internes. L'incursion des Maï-Maï de ce dimanche a fait un blessé par balle parmi les éleveurs et vingt vaches emportées. Les assaillants ont trouvé une brèche entre deux positions des Fardc pour attaquer un troupeau des vaches à Matata/Mikenge-centre. Selon des sources locales, les assaillants ont réussi à emporter 80 vaches après avoir blessé un berger d'un coup de balle. Alertés par les coups de feu, les Fardc ont pourchassé les assaillants et réussi à récupérer soixante parmi les vaches volées qui traînaient les pas dans la brousse. Une autre incursion est survenue samedi, non loin de l'hôpital de Mikenge en pleine journée. Les assaillants ont pris en otage un éleveur et emporté cinquante vaches vers la brousse.

Kwilu : plus de 65 cas de malnutrition aiguë sévère chez les enfants dont 10 décès à Bandundu. Selon le chef de service de nutrition au bureau central de cette zone de santé, cette situation est due au manque d'intrants de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère dans la zone de santé car selon lui, il n'y a aucun partenaire qui appuie actuellement cette zone de santé. Sur cette liste s'ajoute plus de 3 000 cas de malnutrition modérée. Ce rapport fait suite à plusieurs supervisions faites depuis le début de cette année seulement à Bandundu ville, a-t-il renseigné.

Qui était Pierre Lumbi ? Radio Okapi dresse son portrait en ces termes : Le Sénateur Pierre Lumbi est l'une des figures de la Société civile des années 90. Il crée avec d'autres personnalités du Sud Kivu une puissante organisation non gouvernementale dénommée Solidarité paysanne. Une organisation qui va s'étendre très rapidement dans plusieurs provinces du pays. Très vite, il se fait remarquer dans ses prises de positions politiques très proches de l'opposition radicale dans les années 90. Il devient proche d'Étienne Tshisekedi. Il sera nommé par ce dernier Ministre des Affaires Etrangères de son gouvernement pendant la transition. Très influent dans les milieux catholiques, il est parmi les figures politiques qui combattent le régime du Président Mobutu. Plus tard, il est consulté par Joseph Kabila puis nommé ministre des infrastructures, travaux publics et reconstruction du Gouvernement Gizenga entre 2007 et 2010. Il se rend à Pékin en 2007 pour préparer la signature d'un important accord économique avec la Chine qui sera connu sous l'appellation de "Cinq chantiers." Il devient par la suite ministre aux Postes, téléphones et télécommunications. Pierre Lumbi est à la tête du parti politique Mouvement social pour le renouveau. En 2015, il rompt avec le Président Joseph Kabila dont il est le conseiller spécial. En mars 2017, suite à la mort d'Étienne Tshisekedi, Pierre Lumbi est nommé président du Conseil des Sages du Rassemblement de l'opposition, et co-président du Rassemblement avec Félix Tshisekedi, avant de devenir Secrétaire général de l'Ensemble de Moïse Katumbi. Il milite au sein du regroupement politique Lamuka. Il est nommé Directeur de la Campagne de Martin Fayulu. En 2019 il est élu Sénateur.

« Aller aux élections dans le même contexte de 2018, c'est incendiaire pour l'avenir du pays », Christophe Lutundula. Pour lui, aller aux élections dans le même contexte de 2018 sans tirer les leçons des problèmes enregistrés lors du dernier cycle électoral est incendiaire pour l'avenir du pays. Il estime qu'avant de renouveler le bureau, il faut procéder tout d'abord à la réforme du cadre institutionnel de la Ceni. Christophe Lutundula est l'auteur d'une proposition de loi portant modification de la loi électorale.

Nord-Kivu : 668 civils tués par des présumés ADF à Beni depuis le 30 octobre. Le centre d'étude pour la promotion de la démocratie, la paix et les droits de l'homme (CEPADHO) basée à Beni affirme que l'ADF a profité de la faiblesse de

communication entre les parties engagées dans cette opération, pour s'attaquer à nouveau aux civils. L'ONG appelle à la consolidation de la communication et du système de renseignements entre la population, l'armée et la Monusco pour faire face à la situation.

Le directeur financier de la maison civile du chef de l'État arrêté. Selon le parquet général près la cour d'appel de Kinshasa-Gombe qui a annoncé la nouvelle, Mwambi Célestin est mis en détention préventive à la prison centrale de Makala pour détournement présumé de plus de deux millions de dollars. Son dossier attend d'être envoyé en fixation pour un procès.

Les professeurs des Universités exigent une augmentation des salaires. Ils déplorent le non-respect des engagements par le gouvernement et plaident pour une hausse du salaire d'un professeur associé allant jusqu'à 5000 US par mois. Le porte-parole des professeurs et agents membres du Conseil des Professeurs d'Université au Congo, agents et cadres du secteur de l'enseignement supérieur et universitaire (CPUC), a dénoncé l'attitude des députés nationaux à réclamer une augmentation des salaires, « au lieu de plaider pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de tous les congolais, ils le font uniquement pour eux en dépit des avantages onéreux dont ils bénéficient déjà au détriment des autres. »

Sud-Kivu : 24 députés signent une pétition pour exiger la déchéance des membres de leur bureau. La pétition signée par plus de 20 députés sur les 48 est déjà transmise au bureau de l'assemblée provinciale du Sud Kivu. Le premier grief porte sur l'opacité dans la gestion financière de l'assemblée provinciale. Ces députés provinciaux veulent voir clair sur le crédit bancaire contracté par le gouvernement provincial sur autorisation de l'assemblée provinciale. Le bureau de l'Assemblée aurait ouvert un compte bancaire parallèle à Kinshasa sans en informer l'ensemble des députés. A cela s'ajoute aussi la pléthore des effectifs des agents des cabinets politiques des membres du bureau. Par ailleurs, ces députés disent constater l'incompétence du bureau dans l'accomplissement de ses tâches.



www.africafundacion.org

Fundación SUR
conecta con África

informaci[ON]
ilusi[ON]
difusi[ON]
concienciaci[ON]
pasi[ON] **[ON]**